

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger : Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger : Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro :
 Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

16 mars	— Décision du grand chancelier de la Légion d'honneur portant exclusion de la Légion d'honneur (extrait).	547
23 mai	— Décret relatif aux acquisitions immobilières de l'Etat dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, autres que les Antilles et la Réunion. (Arrêté de promulgation n° 429 c. du 9 août 1942)	545
1 ^{er} juin	— Décret portant promulgation de la convention postale universelle signée à Buenos-Aires le 23 mai 1939 et des arrangements annexes relatifs aux lettres et boîtes avec valeur déclarée, aux colis postaux et aux mandats de poste qui sont applicables aux territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 498 c. du 5 septembre 1942).	545
3 juin	— Arrêté ministériel relatif à l'approbation des projets de budgets des groupements professionnels coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 499 c. du 5 septembre 1942).	546
8 juin	— Arrêté ministériel relatif aux emprunts des groupements professionnels coloniaux dotés de la personnalité civile. (Arrêté de promulgation n° 499 c. du 5 septembre 1942).	546
3 juin	— Décret portant déchéance de la nationalité française. (extrait)	547
21 juillet	— Décret fixant les pénalités applicables dans les corps de police du Togo, à la distraction d'armes et d'effets. (Arrêté de promulgation n° 500 c. du 5 septembre 1942)	546

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1942

3 août	— N° 2702 p./3 — Arrêté général relatif à l'admission des billets de banque dans les caisses publiques.	547
7 août	— N° 2765 s. E. — Arrêté général abrogeant et remplaçant celui du 3 décembre 1941, réglementant la sortie des denrées alimentaires et du savon par voie postale ou au titre provisions de route ou de ménage.	548
7 août	— N° 2772 s. E. — Arrêté général autorisant le chargement en vrac du coprah et des graines de coton.	553
22 août	— N° 2924 — Décision générale ouvrant une session d'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude à l'inspection de l'enseignement primaire de l'A. O. F. (extrait).	553
22 août	— N° 2928 s. E. — Arrêté général instituant à Dakar et dans les chefs-lieux des colonies du groupe nommément désignés, une caisse de péréquation des transports pour les produits exportés de l'A. O. F.	553
22 août	— N° 2930 s. E./c. — Arrêté général prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de coton et leur exportation sur la métropole.	555
25 août	— N° 2957 A. J. — Arrêté général désignant les notables pour former le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1942 (extrait).	555
25 août	— N° 2958 A. J. — Arrêté général nommant un membre fonctionnaire près la cour d'assises du Togo pour l'année 1942 (extrait).	556

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

9 juin	— No 330 — Arrêté modifiant la quotité de la taxe de circulation sur les colas.	556
9 juin	— No 332 — Arrêté modifiant la quotité des droits à percevoir sur certains produits à leur sortie du territoire du Togo.	556
20 juillet	— No 384 F. — Arrêté modifiant la quotité des droits fiscaux de sortie institués au territoire par arrêté no 99 du 14 février 1942.	556
7 août	— No 418 A. E. — Arrêté fixant le prix minimum d'achat des amandes de karité provenant de la récolte 1942.	559
12 août	— No 435 A. E. — Arrêté fixant le prix minimum d'achat du beurre de karité pour la campagne 1942.	559
20 août	— No 444 A. E. — Arrêté fixant pour le maïs les prix d'achat maxima et minima à payer aux producteurs pour la campagne 1942-1943.	559
24 août	— No 461 A. E. — Arrêté fixant à nouveau à titre temporaire la ration journalière de vins ordinaires.	559
25 août	— No 465 IV. — Arrêté déclarant infecté de charbon bactérien le quartier de Lomé, (Gnyékonakpoe et les zones de pâturages situées à l'est de la ligne d'Atakpamé).	560
26 août	— No 466 A. E. — Arrêté portant interdiction de la sortie des produits vivriers de la zone nord du Togo.	560
27 août	— No 467 E. F. — Arrêté portant classement de la forêt d'Aghbatitoe (cercle d'Atakpamé).	560
28 août	— No 468 A. E. — Arrêté réglementant le commerce des amandes de karité ainsi que la fabrication et la commercialisation du beurre de karité.	560
29 août	— No 470 E. — Arrêté complétant celui du 25 août 1941 portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé.	561
29 août	— No 637 E. — Décision autorisant la chambre de commerce du Togo à accorder des bourses à 3 élèves de l'école primaire supérieure de Lomé.	561
29 août	— No 471 A. E. — Arrêté réglementant la vente du pain et de la farine.	561
1 ^{er} septembre	— No 472 A. E. — Arrêté portant fermeture de la campagne d'achat du cacao.	561
1 ^{er} septembre	— No 473 F. — Arrêté modifiant les prix de cession des objets de vanerie confectionnés par la main-d'œuvre pénale.	561
1 ^{er} septembre	— No 474 A. P. A. — Arrêté abrogeant et remplaçant les articles 1 à 37 inclus et modifiant les articles 118 et 119 de l'arrêté local no 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes au Togo, modifié par arrêté du 22 février 1933.	562
1 ^{er} septembre	— No 478 F. — Arrêté portant virement de crédits à l'intérieur de divers chapitres du budget local, exercice 1941.	564

1 ^{er} septembre	— No 479 F. — Arrêté portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget local exercice 1941.	568
1 ^{er} septembre	— No 480 F. — Arrêté portant annulation des crédits au budget local du Togo, exercice 1941, restés sans emploi au 31 mai 1942.	568
1 ^{er} septembre	— No 481 C. D. — Arrêté fixant les conditions dans lesquelles pourront être constituées des provisions pour renouvellement du matériel et de l'outillage, en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.	568
1 ^{er} septembre	— No 482 C. D. — Arrêté fixant les conditions dans lesquelles pourront être constituées des provisions pour renouvellement des stocks, en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.	569
1 ^{er} septembre	— No 484 DOM. — Arrêté réglementant les ventes aux enchères mobilières effectuées dans les cercles par des agents suppléant le receveur des domaines.	570
1 ^{er} septembre	— No 644 A. E. — Décision portant création et composition de la brigade mobile du contrôle des prix et stocks au Togo.	570
2 septembre	— No 493 F. — Arrêté autorisant la surcharge de certains timbres postaux en vue d'un usage fiscal, et la modification par surcharge de la valeur de certains timbres pour connaissements.	571
4 septembre	— No 495 F. — Arrêté relatif à l'admission des billets de la banque de France dans les caisses publiques du territoire du Togo.	571
5 septembre	— No 496 A. E. — Arrêté réglementant la fabrication du chocolat et du cacao sucré au Togo.	571
7 septembre	— No 502 F. — Arrêté accordant à la S. I. P. de Lomé une avance sur le compte « ravitaillement de la population civile ».	572
Personnel		572
Divers		573

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

21 juin	— Décret no 1798 qui modifie le décret du 11 avril 1941 et suspend jusqu'à la cessation des hostilités les dispositions des décrets des 7 mai 1938 et 28 mai 1939 prévoyant l'obligation d'un concours pour l'accès aux emplois d'adjoints et de commis des services civils des colonies autres que l'Indochine.	572
---------	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis au public sur la sortie de certains articles	577
Domaines : Avis de demande d'immatriculation	577
Annances	578

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Acquisitions immobilières**

N° 429 c. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

9 août 1942. — Est promulgué dans le Territoire, le décret du 23 mai 1942 relatif aux acquisitions immobilières de l'Etat dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles et la Réunion.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 13 du décret du 15 janvier 1930 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Indochine;

Vu l'article 23 du décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Océanie;

Vu l'article 23 du décret du 18 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Guyane et dans le territoire de l'Inini;

Vu l'article 21 du décret du 14 février 1937 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique au Togo;

Vu l'article 21 du décret du 21 février 1939 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique à la Côte Française des Somalis;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies et du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 7 août 1941 relative aux acquisitions immobilières de l'Etat sont étendues aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies où, en vertu des textes réglementaires en vigueur, l'administration est dispensée, dans la limite de 2.500 frs. . . de l'accomplissement des formalités de purge des privilèges et hypothèques, en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique et d'acquisition à l'amiable d'immeubles de faible valeur.

En Indochine, cette limite est portée de 250 piastres à 1.500 piastres.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies et le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et au *Journal officiel* de chacune des colonies intéressées.

Fait à Vichy, le 23 mai 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
BRÉVIÉ.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.

LOI n° 3321 du 7 août 1941.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est portée de 2.500 à 15.000 francs la limite jusqu'à laquelle l'administration est

dispensée de l'accomplissement des formalités de purge des privilèges et hypothèques en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique et d'acquisition à l'amiable d'un immeuble de faible valeur.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 7 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

Convention postale universelle

N° 498 c. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

5 septembre 1942. — Est promulgué dans le Territoire, le décret du 1^{er} juin 1942 portant promulgation de la convention postale universelle signée à Buenos-Aires le 23 mai 1939 et des arrangements annexes relatifs aux lettres et boîtes avec valeur déclarée, aux colis postaux et aux mandats de poste qui sont applicables aux territoires d'outre-mer.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du chef du gouvernement, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à l'intérieur du ministre secrétaire d'Etat aux finances, du secrétaire d'Etat aux colonies et du secrétaire d'Etat aux communications;

En vertu des dispositions de l'acte constitutionnel n° 2 du 11 juillet 1940;

Considérant que les instruments de ratification sur les actes signés à Buenos-Aires, le 23 mai 1939, ont été déposés auprès du gouvernement argentin, le 26 juin 1941;

Considérant que cette ratification est valable en ce qui concerne la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc pour tous les actes précités, et, en ce qui concerne l'ensemble des colonies françaises (à l'exclusion des colonies et protectorats de l'Indochine, mais y compris les territoires africains sous mandat français du Togo et du Cameroun), la Syrie et le Liban, seulement pour la convention, l'arrangement relatif aux lettres et boîtes avec valeur déclarée, l'arrangement relatif aux colis postaux, et l'arrangement relatif aux mandats de poste;

Vu l'adhésion à ladite convention et aux arrangements énumérés ci-dessus pour les colonies et protectorats de l'Indochine en date du 4 décembre 1939;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La convention postale universelle, l'arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, l'arrangement concernant les colis postaux, l'arrangement concernant les mandats de poste, l'arrangement concernant les virements postaux, l'arrangement concernant les recouvrements, l'arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, signés à Buenos-Aires, le 23 mai 1939, et dont le texte est annexé au présent décret, recevront leur pleine et entière exécution pour autant qu'ils ont été ratifiés ou qu'il y a été adhéré, en France, en Algérie et dans l'ensemble des colonies françaises, y compris les territoires africains sous mandat français du Togo et du Cameroun.

ART. 2. — Le chef du gouvernement, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à l'intérieur,

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances, le secrétaire d'Etat aux colonies et le secrétaire d'Etat aux communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 1^{er} juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le chef du gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères
et à l'intérieur,*

Pierre LAVAL.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
Pierre CATHALA.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
BRÉVIE.

Le secrétaire d'Etat aux communications,
GIBRAT.

Groupements professionnels coloniaux

N° 499 c. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

5 septembre 1942. — Sont promulgués dans le Territoire, les deux arrêtés ministériels du 3 juin 1942 relatifs :

1^o — à l'approbation des projets de budgets des groupements professionnels coloniaux;

2^o — aux emprunts des groupements professionnels coloniaux dotés de la personnalité civile.

ARRETE ministériel du 3 juin 1942 concernant l'approbation des projets de budgets des groupements professionnels coloniaux.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu l'article 12 de la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels coloniaux;

Vu l'arrêté du 8 avril 1941 organisant les groupements professionnels coloniaux;

Vu l'article 2 de l'arrêté du 7 octobre 1941 autorisant la perception des cotisations destinées à couvrir les dépenses administratives des sous-sections locales;

Le comité central des groupements professionnels coloniaux consulté;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans la limite du produit des cotisations dont la quotité est autorisée par arrêtés du secrétaire d'Etat aux colonies les projets de budget annuel des sous-sections locales des groupements professionnels coloniaux sont, jusqu'à la cessation des hostilités, approuvés par le haut commissaire ou le gouverneur général ou le gouverneur dans les colonies autonomes sur proposition du délégué permanent du groupement auquel la sous-section appartient. Les comptes annuels sont approuvés par le haut commissaire ou le gouverneur général ou le gouverneur sur proposition du délégué permanent.

ART. 2. — Les hauts commissaires, gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies autonomes sont

chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux *Journaux officiels* des colonies.

Fait à Vichy, le 3 juin 1942.

Pour le secrétaire d'Etat aux colonies et par délégation :

Le conseiller d'Etat, secrétaire général,

René FATOU.

ARRETE ministériel du 3 juin 1942 relatif aux emprunts des groupements professionnels coloniaux dotés de la personnalité civile.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 6 décembre 1940 et le décret du 25 mars 1941 relatifs à l'organisation des groupements professionnels coloniaux;

Vu l'arrêté du 3 février 1942 relatif aux modalités d'octroi de la personnalité civile aux sous-sections des groupements professionnels coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les emprunts des sous-sections locales des groupements professionnels coloniaux dotées de la personnalité civile sont, dans la limite maxima globale de 200.000 francs, autorisés par les gouverneurs généraux ou, dans les colonies autonomes, par les gouverneurs, sur proposition des délégués permanents.

Au delà de cette somme, ces emprunts sont autorisés par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies après avis du groupement professionnel intéressé et du comité central des groupements professionnels coloniaux.

ART. 2. — Les hauts commissaires, gouverneurs généraux et gouverneurs sont, en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux *Journaux officiels* des colonies.

Fait à Vichy, le 3 juin 1942.

Pour le secrétaire d'Etat aux colonies et par délégation :

Le conseiller d'Etat, secrétaire général,

René FATOU.

Corps de police du Togo

N° 500 c. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

5 septembre 1942. — Est promulgué dans le Territoire, le décret du 31 juillet 1942 fixant les pénalités applicables dans les corps de police du Togo, à la distraction d'armes et d'effets.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets du 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de France au Togo;

Vu le décret du 18 août 1922, réglementant le régime des armes à feu et des munitions au Togo et les décrets qui l'ont modifié;

Vu le décret du 22 mai 1924, fixant la législation applicable au Togo, modifié par décret du 5 mai 1926;

Vu le décret du 6 mars 1877 portant que les dispositions du code pénal métropolitain sont rendues applicables dans la colonie du Sénégal et dépendances;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 27 avril 1941, portant institution d'un code pénal indigène au Togo;

Vu le décret du 5 juin 1942 fixant les pénalités applicables dans les corps de police de l'A. O. F. à la distraction d'armes et d'effets;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par l'article 106 du code pénal indigène, sera puni de 3 mois à 2 ans d'emprisonnement tout agent appartenant aux corps ou formations de garde-cerclés, miliciens, partisans, gardes-frontières, gardes-forestiers du Togo, et tout agent du cadre subalterne de la police de ce Territoire qui aura dissipé détourné ou mis en gage les armes, munitions, effets et autres objets à lui remis pour le service.

ART. 2. — Sera puni de la même peine, sans préjudice, le cas échéant, de celles prévues par les articles 460 et 461 du code pénal et par l'article 15 alinéa 4 du code pénal indigène, tout individu qui, dans des cas autres que ceux où les règlements en autorisent la mise en vente, aura acheté, récelé ou reçu en gage des armes, munitions, effets ou autres objets remis, pour le service, à l'un des agents définis en l'article 1^{er} du présent décret.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies et le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et au *Journal officiel* du Togo, et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 31 juillet 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le garde des sceaux,

ministre secrétaire d'Etat à la justice,

Joseph BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
BRÉVIÉ.

Exclusion de la Légion d'Honneur

Par décision du grand chancelier de la Légion d'honneur en date du 16 mars 1942, ont été exclus de plein droit de la Légion d'honneur :

M.M.

Bouillon (Roger-François), chevalier de la Légion d'honneur du 13 décembre 1938, déchu de la nationalité française par décret du 14 janvier 1942.

Brunot (Richard-Edmond-Maurice-Edouard), officier de la Légion d'honneur du 25 février 1937, déchu de la nationalité française par décret du 27 janvier 1941.

Carras (Hubert-Eugène-Paul), chevalier de la Légion d'honneur du 21 octobre 1932, déchu de la nationalité française par décret du 16 juin 1941.

Collet (Philibert), commandeur de la Légion d'honneur du 13 juillet 1939, déchu de la nationalité française par décret du 24 mai 1941.

De Haufecloque (Philippe-François-Marie), chevalier de la Légion d'honneur du 20 décembre 1935, déchu de la nationalité française par décret du 16 juin 1941.

Laurent-Champrosay (Jean-Claude-Louis-E.-A.-M.), chevalier de la Légion d'honneur du 17 décembre 1933, déchu de la nationalité française par décret du 14 janvier 1942.

Muselier (Emile-Henri-Désiré), commandeur de la Légion d'honneur du 28 juin 1935, déchu de la nationalité française par décret du 27 janvier 1941.

Sautot (Henri-Camille), officier de la Légion d'honneur du 8 juillet 1936, déchu de la nationalité française par décret du 16 juin 1941.

Thierry d'Argenlieu (Georges-Louis-Marie), chevalier de la Légion d'honneur du 7 novembre 1920, déchu de la nationalité française par décret du 30 avril 1941.

Déchéance de la nationalité française

Décret du 3 juin 1942 (Extrait)

Sont déchus de la nationalité française à partir de la date du présent décret :

M. Bancel (Jacques), né le 18 août 1912, ex-commis des services civils.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Billets de banque

ARRETE N° 2702 F./3 du 3 août 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 29 juin 1901 concédant à la banque de l'Afrique occidentale son privilège d'émission;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies et territoires sous mandat français le décret-loi du 9 septembre 1939 relatif au contrôle des changes et les décrets qui l'ont modifié par la suite;

Vu l'arrêté interministériel du 8 avril 1942, réglementant dans les colonies et territoires africains sous mandat les importations et exportations de valeurs, titres, matières d'or et moyens de paiement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la publication du présent arrêté, les billets de la banque de l'Afrique occidentale seront seuls acceptés par les caisses publiques. Toutefois et par tolérance exceptionnelle les billets de 5, 10 et 20 francs de la banque de France continueront à être reçus.

ART. 2. — Pendant un délai de deux mois à partir de la publication du présent arrêté, les détenteurs de billets de la banque de France de 50 et de 100 francs pourront les échanger à toutes les caisses publiques.

ART. 3. — Les fonctionnaires, les militaires ou marins et les voyageurs venant de France, de l'Afrique du Nord, d'une colonie française ou d'un territoire sous mandat français pourront échanger les billets de la banque de France ou les billets des banques d'émission coloniales aux caisses publiques qui seront désignées dans chaque colonie par arrêté du gouverneur.

Cet échange ne sera permis que dans la limite des sommes et pour les coupures dont l'exportation hors de France ou des territoires d'outre-mer est autorisée par les règlements sur le contrôle des changes, notamment par l'arrêté interministériel du 8 avril 1942.

ART. 4. — Les chefs des colonies intéressées fixeront les conditions particulières d'échange des billets des banques d'Algérie, de Tunisie ou du Maroc dont seront porteurs les caravaniers ou nomades venant des territoires de l'Afrique du Nord.

ART. 5. — Les gouverneurs des colonies et le directeur général des finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 3 août 1942.

P. BOISSON.

Prohibition de sortie

ARRETE N° 2765 S. E. du 7 août 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les textes subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 3 juin 1941, réglementant l'entrée en France des colis familiaux de denrées alimentaires rationnées dans la métropole et de savon;

Vu la loi du 14 mars 1942, codifiant notamment dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies la réglementation de l'exportation de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces territoires;

Vu l'arrêté du 3 décembre 1941, réglementant la sortie des denrées alimentaires sous forme de colis postaux, paquets poste et envois similaires;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté du 3 décembre 1941 réglementant la sortie des denrées alimentaires et de savon, sous forme de paquets, colis ou envois similaires est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

1. — ENVOIS PAR LA POSTE A DESTINATION DE LA FRANCE

A. — Condition des expéditions

ART. 2. — Règles générales. — Les envois par la poste à destination de la France peuvent être autorisés dans les conditions suivantes :

Pour être acceptés aux guichets des bureaux de poste et être acheminés sur leur destination les paquets ou colis contenant des denrées alimentaires ou du savon, expédiés sur la France, devront obligatoirement :

- a) Avoir un caractère familial et gratuit;
- b) Ne contenir que des produits dont la liste limitative est donnée à l'article 3;
- c) Etre revêtus d'une étiquette spéciale portant le cachet des échanges commerciaux;
- d) S'il s'agit de paquets poste, être revêtus de l'étiquette verte C I « A soumettre à la douane » indiquant la nature, l'origine, la quantité et la valeur des produits exportés; s'il s'agit de colis postaux être accompagnés de la déclaration en douane réglementaire.

ART. 3. — Produits susceptibles d'être exportés. — Peuvent seuls être exportés par paquets poste, colis postaux, aéros-paquets et messageries le savon et les produits alimentaires suivants à l'exclusion de tous les autres :

- Arachides;
- Café vert ou torréfié;
- Cacao en grains ou broyé;
- Fruits frais, secs ou tapés;
- Poissons salés, séchés ou fumés d'origine locale;
- Viande d'origine locale séchée ou salée ou conservée par tout autre moyen mais non enfermée dans des récipients métalliques hermétiquement clos;
- Confitures, chocolat, confiserie de fabrication locale;
- Miel de production locale;
- Huile et graisses végétales de production locale;
- Beurre indigène;
- Légumes secs ou séchés de production locale;
- Mais, mil, riz, manioc, patates et autres végétaux exotiques similaires de production locale, en grains, racines, farines, féculs ou sous toutes autres formes.

ART. 4. — Etiquettes. — Ces étiquettes sont extraites d'une carte d'expéditeur. Chaque étiquette est valable pour un paquet ou colis pesant brut au maximum 2 kgs. 500; les étiquettes ne peuvent être utilisées que pendant la quinzaine de leur validité sauf les dispositions spéciales indiquées ci-après pour les colis d'un poids supérieur à 2 kgs. 500.

Le cachet de la poste ou le timbre à date du transporteur feront foi de la date de remise en regard des services de contrôle à destination.

L'expédition de colis d'un poids supérieur à 2 kilogrammes 500 est admise dans la limite d'envois ne

dépassant pas 10 kilogrammes à un même destinataire tous les mois. Elle pourra s'effectuer moyennant l'apposition de 2, 3 ou 4 étiquettes, extraites de la même carte, consécutives et dont une au moins devra être de la quinzaine de la date d'envoi, pour des colis ne dépassant pas 5 kilogrammes, 7 kgs. 500 ou 10 kilogrammes suivant le cas.

ART. 5. — *Cartes d'expéditeur — Ayants droit.* — Des cartes d'expéditeur peuvent être délivrées à chaque Français d'origine métropolitaine âgé de plus de 17 ans résidant en Afrique française ou s'y trouvant retenu pour des motifs de service.

Il n'est délivré, de droit qu'une seule carte par expéditeur sans que le nombre des cartes délivrées aux membres d'une même famille vivant ensemble puisse être supérieur à deux, l'une pour le père, l'autre pour la mère.

Des cartes supplémentaires pourront toutefois être délivrées :

a) Au Français d'origine métropolitaine qui justifiera avoir son conjoint en France;

b) A tout titulaire d'une carte, présent en Afrique française et même s'il bénéficie déjà d'une carte supplémentaire accordée dans les conditions du paragraphe a, qui justifiera avoir en France au moins huit membres de sa famille des degrés suivants :

1^o — Ascendants et descendants en ligne directe;

2^o — Frères, sœurs et leurs familles (conjoint et enfants).

Les parents des degrés ci-dessus prisonniers de guerre entrent en ligne de compte. Pour le décompte, les descendants seront attribués au chef de famille, ou, si celui-ci n'est pas présent à la colonie, à la mère. Les parents du degré ci-dessus du conjoint absent entreront en ligne de compte pour le calcul des membres de la famille à charge du titulaire d'une carte présent à la colonie.

Exceptionnellement, des cartes pourront être délivrées aux personnes résidant en Afrique française, âgées de plus de 17 ans, d'origine non métropolitaine, qui justifieront avoir en France au moins un parent du degré suivant : conjoint, ascendant, ou descendant, frère ou sœur, oncle, tante, neveu ou nièce.

ART. 6. — Pour obtenir les cartes supplémentaires ou les cartes exceptionnelles prévues à l'article 5, les bénéficiaires éventuels doivent souscrire une déclaration sur l'honneur précisant :

1^o — Le nombre total de parents des degrés prévus restés en France;

2^o — Le nom, l'adresse exacte de chacun d'eux, le degré de parenté qui l'unit au déclarant.

Toute fraude en matière de déclaration sera sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 7. — *Délivrances.* — Les cartes sont délivrées par le service des échanges commerciaux de chaque colonie ou territoire. Ce service tiendra une comptabilité des cartes délivrées.

Le numéro d'enregistrement des cartes comporte une ou deux lettres indicatives du territoire suivie du nombre porté au registre. Les lettres sont les suivantes :

C. D. — Circonscription de Dakar;

S. — Sénégal;

M. — Mauritanie;

S. N. — Soudan;

N. — Niger;

D. — Dahomey;

T. — Togo;

G. — Guinée;

C. I. — Côte d'Ivoire.

Pour faciliter la remise aux utilisateurs le chef du service des échanges commerciaux pourra, après avoir porté sur le talon et le bon de renouvellement de la carte le numéro d'inscription à son registre et sur chaque étiquette, ainsi que sur le talon et le bon de renouvellement, le cachet de son service, adresser des cartes en blanc aux maires, administrateurs-maires, commandants de cercle et de subdivision qui seront chargés de les délivrer aux utilisateurs sur justification de leur identité et, le cas échéant, production de la carte d'alimentation qui devra obligatoirement être annotée.

En ce qui concerne les marins affectés en Afrique occidentale française et les hommes de troupe les demandes seront centralisées par les chefs d'unité qui transmettront un état nominatif à l'autorité administrative du lieu de résidence.

Le talon et le bon de renouvellement de la carte seront remplis par l'autorité administrative qui délivrera la carte.

Les talons dûment complétés seront signés par le titulaire de la carte et renvoyés pour contrôle au service des échanges commerciaux.

Les cartes sont personnelles et ne peuvent être utilisées que par leur titulaire.

Le détenteur de la carte devra avant d'utiliser les étiquettes y porter le numéro complet de la carte : lettres et chiffres.

ART. 8. — *Validité.* — Les cartes ne sont valables que dans la colonie ou le territoire où elles ont été délivrées.

Toutefois les colis revêtus des étiquettes portant le cachet des échanges commerciaux de la Mauritanie et du Niger pourront être postés les premiers à Saint-Louis (Sénégal) les seconds au Dahomey.

En cas de changement de colonie, le titulaire d'une carte devra la remettre au service des échanges commerciaux de sa nouvelle résidence qui procédera à son échange, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités administratives visées à l'article 7.

ART. 9. — *Renouvellement.* — A l'épuisement des étiquettes les cartes sont remplacées dans les conditions fixées à l'article 7 contre remise du bon de renouvellement.

ART. 10. — *Retrait au départ de la fédération.* — Toute personne possédant une carte d'expéditeur et quittant les territoires du Haut-Commissariat de l'Afrique française est tenue de remettre cette carte avec les étiquettes non utilisées au service qui sera désigné dans chaque port d'embarquement, par les gouverneurs ou chefs de territoire.

Les compagnies de navigation maritimes ou aériennes et de transports transsahariens ne doivent délivrer de billets de passage individuels ou collectifs que sur présentation d'un certificat délivré par le service compétent et attestant que les intéressés sont en règle.

Pour permettre un contrôle efficace, les compagnies de transport désignées ci-dessus doivent après chaque départ, adresser au service du contrôle la liste des passagers embarqués.

Toutefois les personnes quittant l'Afrique française pour une période inférieure à un mois pourront déposer leur carte au service chargé du contrôle des voyageurs. Cette même carte leur sera remise au retour après prélèvement des étiquettes correspondant à la durée de leur absence.

C. — Dispositions diverses

ART. 11. — La carte d'expéditeur n'ouvre, en aucun cas, droit à des distributions supplémentaires de tickets ou de coupons de consommation pour les produits rationnés.

Les dispositions du présent titre ne sont pas applicables aux envois destinés aux prisonniers de guerre, aux comités de la Croix-Rouge Française, aux œuvres du Secours National qui restent soumis aux régimes spéciaux actuellement en vigueur.

D. — Mesures de contrôle

ART. 12. — Les agents du service des postes sont chargés de vérifier lors de la remise des paquets ou colis aux guichets que les envois sont réguliers, c'est-à-dire :

1° — Pour les colis ne dépassant pas 2 kgs. 500, qu'ils sont revêtus de l'étiquette spéciale correspondant à la quinzaine pendant laquelle s'effectue l'envoi ;

2° — Pour les colis de 5 kgs., 7 kgs. 500 et 10 kgs. qu'ils sont revêtus de 2, 3 ou 4 étiquettes utilisées dans les conditions définies à l'article 4 ;

3° — Que l'étiquette ou les étiquettes utilisées portent le numéro de la carte d'expéditeur et sont revêtues du cachet des échanges commerciaux de la colonie où s'effectue l'envoi compte tenu des dispositions spéciales concernant la Mauritanie et le Niger. Le service des postes pourra se faire représenter la carte ;

4° — Que le colis est revêtu de l'étiquette verte « à soumettre à la douane » du modèle C. 1. s'il s'agit d'un paquet-poste, ou accompagné d'une déclaration en douane réglementaire, s'il s'agit d'un colis postal ou d'un envoi par messagerie.

ART. 13. — Les agents du service des douanes procéderont au contrôle des paquets quant à leur contenu dans toutes les localités où existe un centre de contrôle postal.

ART. 14. — En outre un délégué du service des échanges commerciaux spécialement habilité à cet effet sera autorisé à pénétrer dans les locaux du service des postes et à procéder en présence de l'agent responsable des postes, télégraphes et téléphones à toute vérification qu'il jugera utile quant à l'emploi des étiquettes.

E. — Pénalités

ART. 15. — Tout envoi irrégulier vis-à-vis de l'administration des postes pour défaut d'étiquettes, dépassement de poids, étiquette périmée ou non valable dans la colonie ; absence de déclaration en douane sera refoulé purement et simplement.

ART. 16. — Tout envoi irrégulier vis-à-vis de l'administration des douanes donnera lieu aux pénalités prévues par la réglementation douanière.

ART. 17. — Tout envoi où une irrégularité aura été constatée vis-à-vis des échanges commerciaux : cession d'étiquettes, utilisation de fausses étiquettes, de faux cachets, envois à caractère commercial, etc... entraînera la confiscation du paquet ou colis au profit du Secours national sans préjudice pour les contrevenants de l'application des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

II. — ENVOIS PAR LA POSTE A DESTINATION DES TERRITOIRES DE L'EMPIRE FRANÇAIS AUTRES QUE LA FRANCE

ART. 18. — Les envois par la poste des denrées alimentaires et de savon à destination des territoires de l'empire français autres que la France, bénéficieront d'une dérogation générale aux restrictions de sortie et seront dispensés des autorisations (formule 01) à condition :

1° — De ne pas revêtir un caractère commercial ;

2° — De ne contenir que des produits dont la liste est donnée à l'article 3.

Le contrôle au départ sera effectué par le service des douanes. Les pénalités douanières seront applicables aux envois irréguliers (fausses déclarations, envois revêtant un caractère commercial ou contenant des produits prohibés).

III. — PROVISIONS DE ROUTE OU DE MÉNAGE

ART. 19. — Toute personne, quels que soient son âge et sa situation de famille, quittant l'Afrique française, est autorisée à emporter avec elle à titre de provision de ménage 15 kgs. au maximum de denrées alimentaires ou de savon et, à titre de provisions de route pour la durée du voyage :

1 kilo de farine ;

2 kilos de sucre ;

2 kilos de conserves ou pâtes alimentaires et pour les enfants âgés de moins de 7 ans une quantité de lait égale à un mois de rationnement en Afrique française.

En aucun cas la composition des 15 kilos ne pourra excéder les quantités suivantes de chacun des produits mentionnés ci-après :

Café vert ou torréfié 1 kilo

Cacao ou chocolat 3 kilos

Matières grasses et huile 3 —

Légumes secs 3 —

Viande fraîche, séchée, salée ou conservée par tout autre moyen mais non enfermée dans des récipients métalliques hermétiquement clos 4 —

Savon 4 —

Sucre 3 —

Pâtes alimentaires 5 —

Semoule, couscous, farines de toutes sortes, biscuits, gâteaux secs, tapioca, riz, produits de régime et autres produits analogues à base de céréales 5 —

ART. 20. — Pour l'application des dispositions de l'article précédent il ne sera en aucun cas, délivré de tickets ou de coupons de consommation supplémentaires pour les denrées rationnées en Afrique française.

IV. — DISPOSITIONS SPÉCIALES
CONCERNANT LA PACOTILLE EMBARQUÉE
PAR LES ÉQUIPAGES DES NAVIRES DE COMMERCE

ART. 21. — Le personnel de la marine de guerre affecté en Afrique française est assimilé aux personnes résidant dans le territoire et peut, de ce fait, bénéficier des dispositions des titres I, II et III ci-dessus.

ART. 22. — Le personnel des bâtiments marchands qui ne font qu'escale dans les ports de l'Afrique française ne pourra embarquer pour son compte des denrées alimentaires ou du savon que sous-réserve de l'accomplissement des formalités suivantes :

Tout embarquement individuel est interdit. Des embarquements collectifs pourront avoir lieu sur l'autorisation spéciale du service des échanges commerciaux et sous le contrôle du service des douanes dans la limite des quantités fixées pour chaque marin ou homme d'équipage, comme suit :

Café vert ou torréfié	2 kgs.
Cacao ou chocolat d'origine ou de fabrication locale	3 —
Légumes secs d'origine locale	3 —
Huile	1 litre
Viande fraîche, séchée, salée ou conservée par tout autre moyen, mais non enfermée dans des récipients métalliques hermétiquement clos	4 kgs.
Savon	1 kg. 500
Sucre	1 kg.
Tapioca	5 kgs.
Poisson séché de fabrication locale	1 kg.
Fruits et légumes verts	5 kgs.
Miel	1 kg.

ART. 23. — Pour bénéficier des facilités prévues à l'article 22 le commandant du bord devra remplir lors de son passage à Dakar une demande du modèle ci-joint, comprenant la liste nominative du personnel se trouvant sur son bâtiment; cette liste devra être certifiée exacte par l'administrateur de l'inscription maritime de Dakar.

Cette demande sera établie en un seul exemplaire; elle sera valable pour toute la durée du séjour en Afrique française; elle portera les autorisations d'embarquer des services des échanges commerciaux et devra obligatoirement être visée par la douane de chacun des ports touchés qui mentionnera le cas échéant, les quantités embarquées.

ART. 24. — Pour les navires ne touchant que Dakar les autorisations d'embarquer pourront porter sur la totalité des quantités fixées à l'article 22.

Pour ceux devant faire escale dans d'autres ports de l'Afrique française, elles ne devront pas dépasser, dans chaque port, la moitié de ces quantités. Le service des douanes sera chargé de vérifier que la totalité des produits embarqués dans plusieurs escales ne dépasse pas les quantités maxima fixées à l'article 22.

ART. 25. — Pour les denrées rationnées en Afrique française il ne sera, en aucun cas, délivré de tickets ou de coupons de consommation supplémentaires.

V. Pénalités

ART. 26. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies de peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 27. — Les gouverneurs des colonies du groupe, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 7 août 1942.

P. BOISSON.

DEMANDE (Verso)

Liste nominative

du personnel se trouvant à bord du

arrivée à Dakar, le

et devant partir à destination de

NUMÉROS D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	NUMÉROS D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS

Certifié conforme

Total de l'effectif

Dakar le

Dakar le.

L'Administrateur
de l'inscription maritime

*Le Commandant
du Bâtiment*

DEMANDE D'AUTORISATION D'EMBARQUER

concernant les denrées alimentaires et le savon emportés au titre pacotille par le personnel du Navire

NOMENCLATURE DES PRODUITS	Quantité maxima pouvant être embarquées (Arrêté du 7 août 1942)		A embarquer à Dakar (pour les navires devant toucher un autre port de l'Afrique française, les quantités ne devront pas dépasser la moitié de celles maxima fixées)			A embarquer à			A embarquer à			A embarquer à			A embarquer à		
	individuelles	Total (effectif de)	Demandé	Autorisé (1)	Embarqué (2)	Demandé	Autorisé (1)	Embarqué (2)	Demandé	Autorisé (1)	Embarqué (2)	Demandé	Autorisé (1)	Embarqué (2)	Demandé	Autorisé (1)	Embarqué (2)
Café vert ou torréfié	2 kg.																
Cacao ou chocolat d'origine ou de fabrication locale	3 kg.																
Légumes secs d'origine locale	3 kg.																
Huile (3)	1 litre																
Viande	4 kg.																
Savon (3)	1 kg. 5.																
Sucre	1 kg.																
Tapioca	5 kg.																
Poisson séché de fabrication locale	1 kg.																
Fruits et légumes verts	5 kg.																
Miel	1 kg.																
Autorisation d'embarquer délivrée par le Service des Echanges commerciaux			(1) Autorisé les quantités ci-dessus Dakar, le . . . 1942 Le Chef du Service des échanges commerciaux Signature et cachet			(1) Autorisé etc...			(1) Autorisé etc...			(1) Autorisé etc...			(1) Autorisé etc...		
Visa de la Douane			(2) Vu embarquer les quantités ci-dessus Dakar, le . . . 1942 Le Vérificateur, Signature et cachet du Bureau			(2) Vu embarquer etc...			(2) Vu embarquer etc...			(2) Vu embarquer etc...			(2) Vu embarquer etc...		

Nota. — Il est rappelé que l'embarquement au titre pacotille des denrées alimentaires et du savon ne peut avoir lieu que sur autorisation du Service des Echanges commerciaux sur le vu de la présente demande, qui doit obligatoirement être établie en un seul exemplaire, et dont la liste au verso, doit être certifiée conforme par l'Administrateur de l'inscription maritime.

(2) Aucun embarquement à titre individuel n'est autorisé. Il n'est délivré aucun ticket ou coupon supplémentaire pour les denrées rationnées en Afrique française.

Chargement en vrac des produits

N° 2772. S. E. — Par arrêté général du haut-commissaire de l'Afrique française en date du 7 août 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Le chargement en vrac des graines de coton et du coprah exportés par les ports de l'Afrique française est autorisé sous les réserves suivantes :

- a) L'embarquement s'effectuera par lots de 100 tonnes minimum ;
- b) 15% du tonnage embarqué sera emballé, de façon à assurer la stabilité du chargement ;
- c) L'état de conservation sera satisfaisant ;
- d) Graines de coton et coprah seront exempts d'humidité.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Enseignement

EXTRAIT de la décision générale n° 2924 du 22 août 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française.

ARTICLE PREMIER. — Une session d'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude à l'inspection de l'enseignement primaire en Afrique occidentale française aura lieu en 1942.

ART. 2. — Seront admis à concourir les seuls candidats qui, remplissant lors de la session du 20 juin 1941 les conditions exigées, n'ont pu faire acte de candidature par suite d'un cas de force majeure dûment justifié.

ART. 3. — Les épreuves écrites auront lieu au chef-lieu de chacune des colonies du groupe les 1^{er} et 2 décembre 1942.

ART. 4. — Les gouverneurs sont chargés dans chaque colonie d'organiser la surveillance des épreuves écrites de l'examen conformément aux textes en vigueur. Les demandes d'inscription des candidats, établies conformément à l'article 28 de l'arrêté n° 1926/E du 30 mai 1941 devront parvenir au gouvernement général avant le 1^{er} décembre 1942.

Caisse de péréquation des transports

ARRETE N° 2928 S. E. du 22 août 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française ;

Vu la loi du 6 décembre 1940, organisant les groupements professionnels coloniaux ;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre ;

Vu la loi du 14 mars 1942, codifiant dans les territoires relevant du secrétariat aux colonies : la réglementation de

l'importation, de l'exportation, de la circulation, de la détention, de l'utilisation, de la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces territoires, la réglementation des prix ;

Vu les télégrammes 1526 et 1816 des 29 avril et 19 mai du secrétariat d'Etat aux colonies ;

Vu l'arrêté n° 2144 F. du 16 juin 1942, modifiant le taux des droits fiscaux de sortie institués par arrêté du 17 décembre 1941 ;

Vu les arrêtés nos 2138, 2139 et 2140 du 16 juin 1942, modifiant le taux de la taxe de circulation sur les noix de cola, en Guinée française, en Côte d'Ivoire et au Dahomey ;

La Commission permanente du conseil de gouvernement entendue dans sa séance du 22 août 1942 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour permettre l'exportation aux prix homologués par le comité central métropolitain des produits de l'Afrique française dont l'acheminement depuis les lieux de production jusqu'au port d'embarquement nécessite des frais de transports intérieurs très élevés, il est institué une caisse dite « caisse de péréquation des transports ».

TITRE PREMIER**CONSTITUTION, ORGANISATION, ALIMENTATION
DE LA CAISSE**

ART. 2. — La caisse de péréquation des transports est gérée par le groupement professionnel du commerce colonial. Elle comprend :

- a) Un organisme central à Dakar géré par le délégué général du groupement ;
- b) Des caisses locales fonctionnant à :
 - Dakar, pour la circonscription de Dakar, le Sénégal et la Mauritanie ;
 - Bamako, pour le Soudan français ;
 - Conakry, pour la Guinée française ;
 - Abidjan, pour la Côte d'Ivoire ;
 - Lomé, pour le Togo ;
 - Cotonou, pour le Dahomey et le Niger.

Les caisses locales sont gérées par les délégués permanents du groupement professionnel du commerce colonial siégeant respectivement à Dakar, Bamako, Conakry, Abidjan, Lomé et Cotonou.

ART. 3. — Le gouverneur général pour la caisse centrale, les gouverneurs des colonies pour les caisses locales, désigneront un fonctionnaire chargé du contrôle et de la surveillance des caisses.

ART. 4. — Les fonds nécessaires au fonctionnement de la caisse de péréquation des transports seront mis à la disposition de la caisse centrale de Dakar par le budget général de l'Afrique occidentale française.

ART. 5. — Les caisses locales seront alimentées :

- a) Par des versements de la caisse centrale ;
- b) Par les recettes propres effectuées par chacune d'elles dans la forme prévue à l'article 7 ci-dessous.

TITRE II**MÉCANISME DE PÉREQUATION**

ART. 6. — Les produits devant faire l'objet d'opérations par l'intermédiaire de la caisse de péréquation des transports seront désignés par le gouverneur général, haut commissaire de l'Afrique française.

ART. 7. — La caisse de péréquation des transports prend à sa charge ou en recette suivant le cas, la différence entre la valeur nu-bascule port d'embar-

quement homologuée par le comité central des prix et la valeur nu-basculé réelle du produit au port d'embarquement.

ART. 8. — La valeur nu-basculé réelle au port d'embarquement est déterminée en ajoutant au prix fixé pour chaque produit par arrêté local et payé au producteur sur le marché ou à la plantation :

a) La commission des intermédiaires et les frais de manutention au lieu d'achat tels qu'ils sont fixés dans les barèmes;

b) Les frais de transports intérieurs par route, rail ou eau supportés par le produit net et les emballages de charroi depuis le lieu d'achat jusqu'au port d'embarquement, et décomptés aux tarifs officiels en vigueur.

ART. 9. — Préalablement à l'exportation, les exportateurs devront obligatoirement présenter à la caisse locale de péréquation des transports, une feuille de transport, dont le modèle est annexé au présent arrêté, certifiée conforme sur l'honneur et faisant ressortir le tonnage transporté, l'itinéraire suivi, le nombre de kilomètres parcourus, le détail du chargement avec indication des marques et numéros de chaque colis.

Le commandant de cercle ou le chef de la subdivision du lieu de départ ou le plus proche de ce lieu, visera la feuille de transport et la complètera par les indications suivantes :

1^o — Le prix minimum officiel en vigueur sur le marché ou la plantation d'origine pour le ou les produits transportés;

2^o — Certificat attestant la mise sur camion, chaland ou wagon du nombre de colis indiqué sur la feuille de route, de leurs marques et numéros ainsi que de l'espèce de la marchandise;

3^o — Date de départ appuyée du cachet du cercle ou de la subdivision.

Au port d'embarquement, l'exportateur devra faire contrôler l'arrivée de sa marchandise par le service des douanes qui visera, après reconnaissance, la feuille de transport.

Cette feuille de transport sera ensuite remise au gérant de la caisse locale en même temps que toutes les justifications nécessaires pour établir le détail exact des frais effectivement payés pour les transports intermédiaires par route, par eau ou par fer.

Le gérant effectuera, au vu des documents présentés, le décompte de la valeur nu-basculé réelle du produit transporté, telle que définie à l'article 8 ci-dessus. Ce décompte sera approuvé par l'exportateur.

ART. 10. — La feuille de transport ainsi visée et libellée servira au gérant de la caisse pour l'établissement des pièces comptables permettant le versement à la caisse ou à l'exportateur des sommes leur revenant au titre de la différence entre la valeur nu-basculé homologuée et la valeur nu-basculé réelle.

TITRE III GÉNÉRALITÉS

ART. 11. — Le groupement professionnel du commerce colonial fixera par un règlement intérieur préalablement soumis à l'approbation du gouverneur général, les modalités de gestion de la caisse.

ART. 12. — L'excédent disponible au moment de la dissolution de la caisse de péréquation des transports sera reversé au budget général de l'Afrique occidentale française selon des modalités à fixer par le gouverneur général.

ART. 13. — Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 14. — Les gouverneurs des colonies du groupe et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 22 août 1942.

P. BOISSON.

HAUT COMMISSARIAT
DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

(RECTO)

(A remplir par l'exportateur ou son représentant)

Colonie du

Cercle (ou Subdivision)

de

FEUILLE DE TRANSPORT

(Application des dispositions
de l'arrêté du 1942)

Je soussigné (nom de l'exportateur)
résidant à déclare sur l'honneur
vouloir transporter
ou faire transporter par camion, chaland et par fer
(rayer les mentions inutiles)
de (indiquer le lieu de départ) à (indiquer
le port d'embarquement de destination)
les marchandises dont le détail suit et qui sont desti-
nées à l'exportation hors des territoires de l'Afrique
française.

ESPECE DE LA marchandise	NOMBRE DE colis	MARQUES ET numéros	POIDS BRUT	POIDS NET	EXPORTATION

Le 1942
(Localité, date et signature)

(VERSO)

CERTIFICAT (1)

(A remplir par le Commandant de cercle ou le Chef de
Subdivision du lieu de départ ou le plus proche de ce lieu)

Je soussigné, certifie avoir reconnu sur camion,
wagon ou chaland (rayer la mention inutile) les
marchandises, marques et numéros, ainsi que le
nombre de colis détaillés au recto.

Je certifie en outre qu'à la date de départ, le prix
minimum officiel en vigueur sur le marché ou la
plantation d'origine est pour la marchandise consi-
dérée de la tonne.

Le Commandant de cercle ou le Chef de subdivision,
., le

CERTIFICAT A L'ARRIVEE AU PORT D'EMBARQUEMENT (A remplir par le Service des Douanes)

Je soussigné certifie l'arrivée au port d'embarque-
ment des marchandises détaillées au recto, reconnues
conforme quant à l'espèce, nombre de colis, marques
et numéros.

Le 1942.

Le Préposé des douanes,

DECOMPTE DE LA VALEUR NU-BASCULE REELLE A LA TONNE*(A remplir par le Gérant de la caisse de péréquation)*

Prix à l'indigène (à la tonne)	
Commission des intermédiaires (à la tonne)	
Manutention au lieu d'achat (à la tonne)	
Transports routiers tonnes	
sur kms à la	
tonne kilométrique	
Transports par fer	<div> <div>Manutention pour mise en gare et sur wagon</div> <div>Montant des frais de transports</div> </div>
Transports par eau	<div> <div>Manutention pour mise sur chaland</div> <div>Montant du frêt</div> </div>
Valeur nu-basculé réelle port d'embarquement total	
Reconnu exact :	Le 1942
L'Exportateur,	Le Gérant de la Caisse,

(1) Dans le cas de mise sur wagon, c'est le Chef de gare de la Station de départ qui pourra établir le certificat aux lieu et place du Commandant de cercle ou du Chef de Subdivision.

LIQUIDATION*(A remplir par le gérant de la Caisse)*

Prix nu-basculé réel port embarquement	
ou prix nu-basculé homologué (1)	
Prix nu-basculé homologué ou prix nu-basculé réel au port d'embarquement (1)	
Différence à mandater :	
a) Au profit de la marchandise (1)	
b) Au profit de la Caisse de péréquation (1)	

(1) Rayer la mention inutile.

Coton**ARRETE** N° 2930 S. E./C. du 22 août 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939 fixant les conditions d'application aux colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, complétée par le décret du 12 janvier 1942;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant la réglementation de l'importation, de l'exportation, de la circulation, de la détention, de l'utilisation, de la mise en vente de tous produits matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de la fédération;

Vu l'arrêté n° 1062 S. E. du 18 mars 1942 réglementant la culture du coton en Afrique française;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication du présent arrêté, la déclaration des stocks de coton est obligatoire sur le territoire de la fédération.

Cette déclaration sera adressée en double exemplaire au gouverneur ou chef de territoire par l'intermédiaire du commandant de cercle.

Elle sera renouvelée le 1^{er} de chaque mois.

Elle indiquera séparément les quantités de coton brut et de coton fibre détenues par les intéressés.

Les années de la campagne dont provient le coton seront également indiquées.

Les gouverneurs et chefs de territoire adresseront chaque mois au gouverneur général — direction des services économiques — un exemplaire de chaque déclaration.

ART. 2. — Les stocks de coton égrené sont bloqués dans les usines d'égrenage ou le cas échéant chez tout autre détenteur.

ART. 3. — Les autorisations de déblocage seront accordées, au besoin par voie télégraphique, par les gouverneurs ou chefs de territoire.

Les demandes porteront les noms du détenteur et du destinataire les lieux de destination et les quantités à expédier.

ART. 4. — Les autorisations de déblocage ne seront délivrées que pour un port, d'où la marchandise devra être expédiée sur la métropole, dans un délai maximum de 2 mois sauf cas de force majeure dûment justifié. Toutefois des autorisations exceptionnelles de déblocage pour utilisation locale pourront être accordées sur demande, par les gouverneurs ou chefs de territoire.

ART. 5. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies des peines prévues par l'article 10 du décret du 2 mai 1939, et, suivant le cas, par les peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 6. — Les gouverneurs des colonies et les chefs des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 22 août 1942.

P. BOISSON.

Cour d'assises du Togo

N° 2957 A. J. — Par arrêté général du haut commissaire de l'Afrique française en date du :

25 août 1942. — Sont désignés pour former le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1942 :

1^{re} liste :

M.M. Atayi Salomon, 50 ans, instituteur;
Bastard Marius, 33 ans, agent de la Cie. F.A.O.;
Bonnard Louis, 42 ans, s/inspecteur des C.F.T.;
Capelier Franck, 31 ans, instituteur;
Cerveaux Lionel, 38 ans, chef de gare C.F.T.;
Coco Hospice, 39 ans, médecin auxiliaire ppal.;
Dantec Xavier, 38 ans, adjoint des services civils;
Degoul Jean, 31 ans, commis des services civils;
Langdon Jacques, 44 ans, agent comptable des T. P.;
Ménard René, 33 ans, administrateur des colonies;
Pinelli Roch, 42 ans, agent comptable C.F.T.;
Renard Maurice, 39 ans, chef ouvrier d'art.

2^e liste :

M.M. de Saint-Alary, 53 ans, administrateur en chef des colonies;

Roche Jude, 47 ans, administrateur des colonies;

Moal Henry, 49 ans, administrateur des colonies.

N° 2958 A. J. — Par arrêté général du haut-commissaire de l'Afrique française en date du :

25 août 1942. — M. Laporte Roger, commis principal des trésoreries est nommé membre fonctionnaire près la cour d'assises du Togo pour l'année 1942.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Colas

ARRETE N° 330 du 9 juin 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 373 du 16 juillet 1941 fixant une taxe de circulation sur les colas;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la taxe de circulation établie, au profit du budget local, par l'arrêté du 16 juillet 1941 susvisé, sur les colas, d'origine locale ou de provenance étrangère, circulant dans le Territoire, est porté de 2 francs à 5 francs le kilogramme.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 juin 1942.

P. SALICETI.

(Approuvé par arrêté général n° 2756 D. G. F./D. en date du 7 août 1942).

Droits de sortie

ARRETE N° 332 du 9 juin 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 susvisée;

Vu l'arrêté n° 99 du 14 février 1942 fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir à la sortie du Territoire;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'arrêté n° 99 du 14 février 1942 fixant le tarif des droits à percevoir sur les produits à la sortie du Territoire, est modifié ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION des produits	UNITÉ de perception	TARIF fiscal quotité des droits
Poissons frais, secs, salés, fumés conservés au naturel, marinés ou autrement pré- parés.	Valeur	6%
Chapitre IX — Huile et sucs végétaux, huile de palme ou de palmistes	100 kgs brut ou valeur	8% avec minimum de perception de 17 frs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 juin 1942.

P. SALICETI.

(Approuvé par arrêté général n° 2757 D. G. F./D. en date du 7 août 1942).

ARRETE N° 384 F. du 20 juillet 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 susvisée;

Vu l'arrêté n° 99 du 14 février 1942 fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir à la sortie du Territoire;

Vu le décret du 22 mai 1942 modifiant les règles d'approbation des arrêtés du Commissaire de France au Togo en matière fiscale;

Vu l'arrêté n° 2144 F. I. du 16 juin 1942 modifiant le taux des droits fiscaux de sortie en A. O. F.;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le haut-commissaire de l'Afrique française en conseil de gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau joint à l'arrêté n° 99 du 14 février 1942 fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir à la sortie du Territoire est modifié conformément au tableau ci-annexé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 juillet 1942.

P. SALICETI.

(Approuvé par arrêté général n° 2941 D. G. F./D. en date du 22 août 1942).

DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL	
	Unité de perception	Qualité des droits
PREMIÈRE SECTION		
Matières animales		
CHAPITRE PREMIER		
Animaux vivants		
<i>Bêtes de somme :</i>		
Chevaux, juments, poulains, pouliches	Valeur ou la tête	11 %
Mules et mulets	—	11 %
Baudets-étalons, ânes et ânesses	—	11 %
<i>Bestiaux :</i>		
Bœufs, vaches, taureaux, génisses	—	11 %
Veaux	—	11 %
Béliers, brebis, moutons, agneaux	—	11 %
Boucs, chèvres et chevreaux	—	11 %
Porcs, truies, cochons de lait	—	11 %
Gibier vivant, volailles vivantes et autres animaux de basse-cour	—	11 %
Oiseaux vivants, escargots vivants	—	11 %
Autres animaux vivants	—	11 %
CHAPITRE II		
Produits et dépouilles d'animaux		
Viandes de toutes sortes préparées ou non (fraîches, réfrigérées, congelées, salées ou en saumure, séchées; charcuterie fabriquée; volailles et autres animaux morts; conserves de viande, de gibier, de volailles et autres animaux en boîtes ou autres récipients clos, en terrines, etc.; extraits de viande)	—	11 %
Peaux brutes de toutes sortes (vertes, séchées, salées, arseniquées, etc.)	—	11 %
Pelletteries brutes	—	11 %
Laines (en masses, peignées ou cardées, déchets)	—	11 %
Plumes de parures et dépouilles d'oiseaux apprêtées	—	11 %
<i>Graisses animales, autres que de poissons :</i>		
Suif, saindoux, huiles de saindoux	—	11 %
Margarine, graisses alimentaires et substances similaires	—	11 %
Cire animale (y compris la crosse de cire) brute ou clarifiée	—	11 %
Beurre frais, fondu ou salé	—	11 %
Miel naturel, succédanés ou substituts du miel	—	6 %
CHAPITRE III		
Pêche		
Poissons frais, secs, salés, fumés, conservés au naturel, marinés ou autrement préparés	Valeur	8 %
Crustacés (langoustes, crevettes, crabes, etc.), frais, secs, salés, fumés, conservés ou autrement préparés	—	11 %
Graisses de poissons et tous autres produits industriels provenant de la pêche	—	11 %
CHAPITRE IV		
Substances animales propres à la médecine et à la pharmacie		
Substances animales propres à la médecine et à la pharmacie	—	Exemptes
CHAPITRE V		
Matières dures à tailler		
Dents d'éléphants (défenses et machelières) et d'hippopotames	—	11 %
Os, sabots et cornes de bétail	—	11 %

DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL	
	Unité de perception	Qualité des droits
DEUXIÈME SECTION		
Matières végétales		
CHAPITRE VI		
Farineux alimentaires		
Maïs en grains ou en farine	Valeur	11 %
Dari, millet, mil et alpiste, en grains ou en farine	—	11 %
Manioc brut, desséché ou similaires	—	11 %
Sagou, salep, arrow-root, farine et féculé de manioc et d'autres végétaux exotiques similaires	—	11 %
Riz en paille, brisure, entier, farine et semoule	—	11 %
Légumes secs entiers et en farine	—	11 %
CHAPITRE VII		
Fruits et graines		
Fruits frais, forcés ou non (ananas, bananes, etc.)	Valeur	6 %
Fruits secs ou tapés (amandes, bananes, etc.) entiers, en poudre, en farine, etc.	—	6 %
Fruits de table ou autres, confis ou conservés	—	6 %
<i>Graines et fruits oléagineux :</i>		
Arachides en coques	Valeur ou 100 kg. brut	11 %
Arachides décortiquées	—	11 %
Amandes de coco ou coprah	Valeur	11 %
Graines de coton décortiquées ou non	—	11 %
Amandes de palme et palmistes	—	11 %
Amandes de karité	—	11 %
Graines de ricin	—	11 %
Graines de sésame	—	11 %
Graines de béréf	—	11 %
CHAPITRE VIII		
Denrées coloniales de consommation		
Confiseries au sucre, bonbons, berlin-gots, dragées, etc.	Valeur	11 %
Confitures, gelées, marmelades, compôtes, pâtes, purée de fruits et produits analogues contenant du sucre ou du miel	—	11 %
Cacao en fèves, pellicules, coques ou poussières, broyé, en pâtes, poudres, tablettes ou autrement	—	11 %
Beurre de cacao et ses subrogats ou succédanés. Chocolat	—	11 %
Confiserie au cacao, au beurre de cacao ou au chocolat	—	11 %
Poivres, piments, maniguettes, muscades	—	11 %
Girofle, clous et grilles	—	11 %
Tabac en feuilles ou côtes	le kg.	10 francs
Tabacs fabriqués (cigares, cigarettes et autres)	—	20 francs
Bentamaré	—	2,60
Café en fèves ou pellicules, torréfié, moulu ou autrement préparé	—	2,60
CHAPITRE IX		
Huiles et sucs végétaux		
Huiles d'arachides	100 kgs. brut ou Valeur	11 %
Huiles de coco ou de coprah	—	11 %
Huiles de coton	—	11 %
Huiles de palme ou de palmiste	—	11 %
Huiles de ricin	—	11 %
Huiles de sésames	—	11 %
Huiles de béréf	—	11 %
Huiles autres	—	11 %

DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL	
	Unité de perception	Quotité des droits
<i>Graisses végétales :</i>		
Beurre de karité	Valeur ou 100 kg. brut	11 % avec minimum de perception de 83 francs
Autres graisses végétales	Valeur	11 %
<i>Huiles volatiles ou essences :</i>		
Essence de citronnelle	—	11 %
Essence d'oranges	—	11 %
Autres huiles volatiles ou essences	—	11 %
Gomme arabique, dure, friable et déchets	Valeur	11 %
Caoutchouc	Valeur ou 100 kg. brut	11 % avec minimum de perception de 140 francs.
Glu	Valeur	11 %
CHAPITRE X		
Espèces médicinales		
Kinkéliba (feuilles et graines)	—	11 %
Ecorces de citrons, d'oranges et leurs variétés	—	11 %
Autres racines fraîches ou sèches, herbes, fleurs, feuilles, écorces, fruits et graines médicinaux	—	11 %
CHAPITRE XI		
Bois		
Bois de toutes sortes, ronds, bruts, équarris ou sciés	—	11 %
Bois à brûler	—	11 %
Charbon de bois	—	11 %
Bois de teinture et bois odorants	—	11 %
Autres bois	—	11 %
CHAPITRE XII		
Fruits, tiges et filaments à ouvrer		
Coton égrené ou non	—	11 %
Dah	—	11 %
Sisal	—	11 %
Kapok égrené ou non	—	11 %
Crin végétal	—	11 %
Fibres de coco	—	11 %
Autres fruits, tiges et filaments à ouvrer non dénommés ci-dessus	—	11 %
CHAPITRE XIII		
Teintures et tannins		
Ecorces à tan, moulues ou non	—	11 %
Ecorces de palétuvier	—	11 %
Indigo	—	11 %
Autres plantes tinctoriales et tannantes	—	11 %

DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL	
	Unité de perception	Quotité des droits
CHAPITRE XIV		
Produits et déchets divers		
<i>Tourteaux de graines oléagineuses</i>		
Tourteaux d'arachides	Valeur	11 %
Tourteaux de palmistes et autres	—	11 %
Pâte de cellulose	—	11 %
CHAPITRE XV		
Boissons		
Boissons de toutes sortes	—	Exemptes
TROISIÈME SECTION		
Matières minérales		
CHAPITRE XVI		
Pierres, terres et combustibles minéraux		
Diamants et autres pierres-gemmes de toutes sortes brutes ou taillées	—	11 %
CHAPITRE XVII		
Métaux		
Minerais de toutes sortes	—	11 %
Déchets, chutes, limailles et débris de vieux métaux ou d'ouvrages en métaux	—	11 %
Or pur ou allié, en pépites, poudre, lingots, barres; tiré, laminé, filé, etc.	Le gramme	6 francs
QUATRIÈME SECTION		
Fabrications		
Alcools industriels, méthyliques et autres	Valeur	11 %
Savons de parfumerie	—	11 %
Savons autres que de parfumerie	—	11 %
Amidons	—	11 %
Fécules indigènes brutes ou en grumeaux	—	11 %
Tapiocas concassés, granulés, perlés et criblures	—	11 %
Fils, ficelles et cordages de dah, sisal et autres végétaux filamenteux	—	11 %
Peaux et pelleteries, tannées, préparées, corroyées, etc.	—	11 %
Ouvrages en peaux ou en cuir	—	11 %
Pelleteries ouvrées, confectionnées	—	11 %
Bijoux en or et ors indigènes	Le gramme	15 francs
Tous produits non nommément désignés aux 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e sections ci-dessus	—	Exemptes

Nota : Les droits de sortie ad valorem sont perçus d'après la valeur des produits au moment de l'exportation. Cette valeur est déterminée par les barèmes officiels (prix « loco-magasin port d'embarquement ») pour tous les produits dont le prix d'achat est fixé par le Comité Central des prix soit, à défaut de barème officiel, par la valeur mercuroiale ou encore, à défaut, par le prix de facture (prix de la marchandise dans les magasins de l'exportateur majoré de tous les frais accessoires : emballage, transport, commission, etc. . . jusqu'à l'arrivée au bureau des Douanes où la déclaration est déposée).

Karité

ARRETE N° 418 A. E. du 7 août 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Sous réserve d'approbation du haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix minimum d'achat au producteur des amandes de karité est fixé à 0 fr., 80 le kilogramme pour la campagne 1942.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 7 août 1942.

P. SALICETI.

(Approuvé par le haut-commissaire de l'Afrique française suivant T. O. n° 321 S. E./P. en date du 24 août 1942).

ARRETE N° 435 A. E. du 12 août 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Sous réserve d'approbation du haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix minimum d'achat aux producteurs du beurre de karité (beurre fondu) est fixé à 4 francs le kilogramme pour la campagne 1942.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 12 août 1942.

P. SALICETI.

(Approuvé par le haut-commissaire de l'Afrique française suivant T. O. n° 321 S. E./P. en date du 24 août 1942).

Prix du maïs

ARRETE N° 444 A. E. du 20 août 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies et notamment l'article 2;

Vu la lettre n° 274 S. E./P. du 4 août 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française relative aux prix maxima et minima;

Sous réserve de l'approbation du haut-commissaire de l'Afrique française, prévue par l'article 2 de la loi du 14 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 249 du 30 avril 1942.

ART. 2. — Les prix d'achat du maïs aux producteurs, dans les principaux centres, sont fixés comme suit :

	PRIX maxima	PRIX minima
Lomé	950	930
Anécho et Assahoun	905	870
Tsévié et Noépé	918	883
Agbélouvhé	896	861
Nuatja	876	841
Atakpamé	848	813
Anié	837	802
Blitta	811	776
Mission-Tové	838	803
Akoviépé	821	786
Gapé	828	793

ART. 3. — Le présent arrêté sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 août 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par le haut-commissaire de l'Afrique française suivant radiotélégramme n° 341 S. E./P. du 5 septembre 1942.

Vins

ARRETE N° 461 A. E. du 24 août 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté n° 703/A. E. du 18 décembre 1941 portant réglementation de la vente des vins ordinaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 70/A. E. du 27 janvier 1942 fixant la ration journalière de vins ordinaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté n° 70 A. E. du 27 janvier 1942 susvisé.

ART. 2. — Les rations de vins ordinaires fixées par l'article 2 de l'arrêté n° 703 A. E. du 18 décembre 1941 sont modifiées temporairement comme suit à partir du 1^{er} septembre 1942 :

Hommes à partir de 18 ans, 1 litre par jour.

Femmes à partir de 18 ans, 1/2 litre par jour.

Jeunes gens de 12 à 18 ans, 10 litres par mois.

Enfants de 7 à 12 ans, 5 litres par mois.

ART. 3. — Sont et demeurent en vigueur toutes autres dispositions prévues par l'arrêté du 18 décembre 1941 susvisé.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 août 1942.

P. SALICETI.

Charbon bactérien

N° 465 I. V. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du 25 août 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Est déclaré infecté de charbon bactérien le territoire de la commune-mixte comprenant la cocoteraie de M. Boëvi Lawson et les zones de pâturages situées entre le camp d'aviation au nord et la ligne d'Atakpamé à l'est.

ART. 2. — La zone franche prévue par l'article 33 de l'arrêté n° 550 du 30 octobre 1934, est formée par le terrain d'aviation au nord et le territoire de la commune-mixte situé à l'est de la ligne d'Atakpamé.

ART. 3. — Les commandants de cercle de Lomé et l'inspecteur vétérinaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Produits vivriers

N° 466 A. E. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du 26 août 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite la sortie de la région du Togo comprise entre la limite nord du Territoire et le parallèle d'Anié, de tous produits vivriers à l'exception toutefois des arachides, des amandes et du beurre de karité achetés par les exportateurs.

ART. 2. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions prévues aux chapitres I et II du titre 3 de la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera affiché à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Classement de forêt

N° 467 E. F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du 27 août 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt classée le territoire dont les limites sont définies comme suit :

1° — Au sud :

Par le point kilométrique 113,780 de la voie ferrée de Lomé-Atakpamé (point où la route Lomé-Atakpamé coupe le rail (point A).

2° — A l'est :

Par le tronçon de la route Lomé-Atakpamé qui coupe le rail entre les points kilométriques 113,780 et 116,510.

3° — Au nord :

Par le point kilométrique 116,510 de la voie ferrée Lomé-Atakpamé (point B).

4° — A l'ouest :

Par la voie ferrée Lomé-Atakpamé entre les points kilométriques 113,780 et 116,510.

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus par la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 3. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le commandant de cercle d'Atakpamé, les agents du service des eaux, forêts et chasse, les agents du service de l'agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Karité

ARRETE N° 468 A. E. du 28 août 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant la réglementation des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté n° 418 A. E. du 7 août 1942 fixant le prix d'achat des amandes de karité;

Vu l'arrêté n° 435 A. E. du 12 août 1942 fixant le prix d'achat du beurre de karité;

Sous réserve d'approbation par le haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication du présent arrêté le commerce des amandes et du beurre de karité dans le Territoire est réglementé comme suit :

L'achat et la vente des amandes de karité ne sont autorisés que dans la partie du Territoire située au sud de la rivière Oti.

L'achat et la vente du beurre de karité ne sont autorisés que dans la partie du Territoire située au nord de la rivière Oti.

ART. 2. — L'achat au producteur ne pourra être effectué que pour l'exportation et par les commerçants patentés ou les sociétés indigènes de prévoyance.

Des dérogations pourront cependant être autorisées par les commandants de cercle pour le ravitaillement des agglomérations, des établissements pénitentiaires et de la troupe.

ART. 3. — Un contrôle des quantités achetées pour l'exportation sera effectué par les soins des autorités régionales.

Un relevé de ces quantités devra être adressé mensuellement au chef-lieu.

Il devra comporter :

Le nom du commerçant acheteur, les tonnages et la date de l'achat.

ART. 4. — Pour chaque expédition sur Lomé une attestation devra être délivrée par la gare expéditrice.

Un relevé de ces attestations devra être adressé mensuellement au commissaire de France par la direction du chemin de fer togolais. Il devra mentionner, outre le nom du commerçant expéditeur, la date et le tonnage du produit expédié.

ART. 5. — Les stocks de beurre et d'amandes de karité détenus par les commerçants devront faire l'objet de déclarations mensuelles à la date du dernier jour du mois.

Ces déclarations devront parvenir au commissaire de France au plus tard le 5 de chaque mois.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 août 1942.

P. SALICETI.

(Approuvé par le haut-commissaire de l'Afrique française suivant T. O. n° 340 S. E./P. du 3 septembre 1942).

Enseignement

ARRETE N° 470 E. du 29 août 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 462 du 25 août 1941 portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Certains organismes privés tels que la chambre de commerce et les missions peuvent être autorisés par le commissaire de France, après avis du conseil de perfectionnement de l'école, à accorder des bourses pour l'entretien d'un certain nombre d'élèves à l'école primaire supérieure de Lomé, afin de pourvoir à leurs besoins en personnel.

Le montant de la bourse est calculé pour une année scolaire de 300 jours d'après le taux de l'allocation journalière fixée au début de chaque année scolaire suivant les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 25 août 1941 précité.

ART. 2. — Les candidats bénéficiaires de ces bourses sont admis à l'école en surnombre de l'effectif fixé chaque année en exécution de l'article 2 de l'arrêté du 25 août 1941.

Ils doivent satisfaire aux conditions du concours d'admission.

ART. 3. — Les organismes visés à l'article premier ont la faculté de passer avec les boursiers qu'ils entretiennent, et conjointement avec eux, leurs pères ou tuteurs, un contrat déterminant le temps pendant lequel ces boursiers s'engagent à rester à leur service après leur sortie de l'école. Ce temps ne pourra être supérieur à 10 ans.

En cas de rupture du contrat, du fait de l'élève, il ne pourra être exigé que le remboursement du montant des bourses accordées. Si des raisons de santé dûment constatées empêchent l'élève de remplir ses obligations, les organismes intéressés ne pourront prétendre à une compensation de quelque nature que ce soit.

Les contrats seront soumis, avant la signature des parties, au visa du chef du service de l'enseignement.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 août 1942.

P. SALICETI.

N° 637 E. — Par décision du commissaire de France au Togo en date du :

29 août 1942. — La chambre de commerce du Togo est autorisée à accorder des bourses à 3 élèves de première année de l'école primaire supérieure de Lomé, suivant les dispositions de l'article premier de l'arrêté du 29 août 1942.

Ces bourses sont valables pour l'année scolaire 1942-1943.

Pain — Farine

ARRETE N° 471 A. E. du 29 août 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté n° 2416 S. E./C. 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stock;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} septembre 1942 la vente du pain et de la farine marocaine sera subordonnée à la remise par l'acheteur à son fournisseur d'un ticket spécial provenant de la carte d'alimentation.

Le premier feuillet de ticket spécial sera délivré aux consommateurs contre remise à la mairie ou dans les bureaux de cercle d'un bon d'échange n° 5.

Chaque feuillet comportera des rations journalières de 250 grammes de pain ou 200 grammes de farine et une ration mensuelle de 250 grammes de farine de ménage par personne.

ART. 2. — Les boulangers sont autorisés à incorporer à la farine panifiable 15% de farine de maïs.

Dans ces conditions, le ticket de 250 grammes donnera droit à 285 grammes de pain ainsi fabriqué.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 29 août 1942.

P. SALICETI.

Cacao

N° 472 A. E. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

1^{er} septembre 1942. — La date de fermeture de la campagne d'achat du cacao est fixée au 15 septembre 1942.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Main-d'œuvre pénale

N° 473 F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

1^{er} septembre 1942. — Les prix de cession des objets de vannerie confectionnés par la main-d'œuvre pénale fixés par l'arrêté n° 216 du 21 avril 1934 (article premier), sont modifiés conformément au tableau ci-annexé.

ARTICLES	DESIGNATION UNITE	CERCLE LOME	CERCLE ANECHE	CERCLE CENTRE	CERCLE SOKODE	SUBDIVISION MANGO
Corbeille rectangulaire pour correspondance	Pièce	frs. 10,—	frs. 10,—	frs. 5,—	frs. 5,—	frs. 7,—
Panier genre Voirie	—	5,—	—	—	—	—
Panier de cuisinier	—	15,—	10,—	5,—	5,—	7,—
Corbeille à papier	—	15,—	12,—	6,—	6,—	7,—
Balais	—	3,—	3,—	2,—	1,—	1,—
Panier pour plants d'arbre	—	3,—	2,—	1,—	0,50	0,50
Stores	—	30,—	20,—	10,—	8,—	8,—
Ficelle de bureau	Mètre	0,10	0,10	0,05	0,05	0,05
Corde de 4 m/m	—	0,20	0,20	0,10	0,10	0,10
Corde de 6 m/m	—	0,50	0,50	0,25	0,25	0,25
Corde de 8 m/m	—	0,60	0,60	0,30	0,30	0,30
Corde de 10 m/m	—	0,75	0,75	0,40	0,40	0,40
Corde de 12 à 14 m/m	—	1,—	1,—	0,50	0,50	0,50
Panier à linge gd. modèle	Pièce	40,—	25,—	10,—	7,—	7,—
Panier pour colis 5 kgs	—	5,—	—	—	—	—
Panier pour colis 10 kgs	—	8,—	—	—	—	—
Berceau pour bébé	—	40,—	30,—	20,—	15,—	15,—
Seccos	—	3,—	3,—	2,—	1,50	1,50
Semelle de cordes	Paire	—	—	—	25,—	—
Panier pour volailles :						
(grand modèle)	Pièce	—	—	—	5,—	—
(petit modèle)	—	—	—	—	3,—	—

Commune-mixte

ARRETE N° 474 A. P. A. du 1^{er} septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 septembre 1941 qui modifie le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté local n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo;

Vu l'arrêté n° 114 du 22 février 1933 complétant l'article 37 de l'arrêté local n° 577 du 20 novembre 1932;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes, les articles 1 à 37 inclus de l'arrêté local n° 577 du 20 novembre 1932 tel qu'il a été complété en son article 37 par l'arrêté du 22 février 1933.

Article Premier. — Les arrêtés du commissaire de France créant ou réorganisant des communes-mixtes dans le territoire du Togo, fixent les limites territoriales de la commune-mixte, la composition et le nombre des membres de la commission municipale ainsi que son mode de formation; ils déterminent les ressources qui peuvent alimenter le budget municipal et les dépenses qui doivent y être obligatoirement inscrites.

Art. 2. — L'administrateur-maire de la commune-mixte est nommé par arrêté du commissaire de France.

Un fonctionnaire ou un membre de la commission municipale désigné dans la même forme et sur sa proposition le supplée en cas d'empêchement.

Art. 3. — Les membres des commissions municipales ont voix délibérative.

Art. 4. — Les commissions municipales sont nommées pour quatre ans et intégralement renouvelées à l'expiration de cette période au cours du mois de décembre de la quatrième année de leur mandat pour compter du 1^{er} janvier suivant sous les réserves stipulées à l'article 19.

Les membres sortants peuvent être appelés à faire partie de la nouvelle commission municipale.

Art. 5. — Les fonctions des membres des commissions municipales sont gratuites.

Les frais de déplacement, de mission, et, en général, tous les frais relatifs à l'exécution d'un mandat spécial accompli par les membres des commissions municipales peuvent donner droit à remboursement sur présentation des pièces justificatives. Ils pourront faire l'objet d'avances à justifier.

Art. 6. — Nul ne peut être membre d'une commission municipale :

1° — S'il n'est âgé de 25 ans accomplis;

2° — S'il ne sait parler couramment le français;

3° — S'il n'est citoyen français ou originaire du territoire du Togo;

4° — S'il n'a sa principale résidence dans la commune-mixte ou s'il n'y réside depuis six mois au moins au moment où il est proposé pour cette nomination.

Art. 7. — Ne peuvent faire partie d'une commission municipale :

1° — Les individus frappés par les lois françaises d'une peine comportant privation des droits politiques;

2° — Les originaires du Togo condamnés par une juridiction indigène pour meurtre ou vol, ou condamnés à une peine égale ou supérieure à cinq ans d'emprisonnement, ceux qui ont été frappés de l'incapacité d'exercer aucun emploi public, et ceux qui ont été l'objet de l'une des peines prévues par l'article 21 du décret du 24 mars 1923 déterminant l'exercice des pouvoirs disciplinaires au Togo;

3° — Ceux qui sont pourvus d'un conseil judiciaire;

4° — Ceux qui sont dispensés de subvenir aux charges communales et ceux qui sont secourus par la commune-mixte ou la colonie;

5° — Ceux qui, en vertu des lois et règlements en vigueur, ne peuvent faire partie des assemblées élues.

Art. 8. — Sont incompatibles avec l'exercice des fonctions de membre d'une commission municipale les situations suivantes :

1° — Membre d'une assemblée nationale;

2° — Militaire des armées de terre, de mer ou de l'air en activité de service;

3° — Titulaire de toute fonction publique ayant rapport, dans le ressort de la commune-mixte, au fonctionnement de la municipalité;

4° — Entrepreneur d'un service de la commune-mixte;

5° — Titulaire de tout emploi rémunéré en permanence par la commune-mixte.

Art. 9. — Tout membre d'une commission municipale qui, pour une cause survenue postérieurement à sa nomination, se trouve dans l'un des cas d'exclusion ou d'incompatibilité prévus par le présent arrêté, est immédiatement déclaré démissionnaire par le commissaire de France, sauf recours au conseil du contentieux et dans les dix jours de la notification.

Toutefois, en cas de mobilisation, ces dispositions ne sont pas applicables au paragraphe 3 de l'article 8.

Art. 10. — Pour des motifs d'ordre public, les membres d'une commission municipale peuvent être individuellement révoqués par arrêté du commissaire de France. Il en est rendu compte au gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française.

Les commissions municipales peuvent être soit suspendues, soit dissoutes par arrêté du commissaire de France pris en conseil d'administration.

Il en est rendu compte sans délai au gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française qui en avise le secrétaire d'Etat aux colonies. La durée de la suspension ne peut excéder un mois.

Art. 11. — En cas de dissolution d'une commission municipale ou de démission de tous ses membres en exercice, il est pourvu à son remplacement dans un délai de deux mois.

Art. 12. — Une délégation spéciale composée de trois ou de cinq membres suivant l'importance de la commune-mixte, nommée par arrêté du commissaire de France en conseil d'administration, remplit les fonctions de la commission municipale suspendue, dissoute ou démissionnaire.

Art. 13. — Les commissions municipales comprennent des membres suppléants en nombre égal à la moitié des membres titulaires. Ces membres suppléants sont nommés suivant les mêmes formes que les membres titulaires.

Le cas échéant, en cas d'absence des membres titulaires et suppléants, le commissaire de France pourra désigner pour les remplacer des membres ad hoc.

Art. 14. — Les commissions municipales sont composées, en nombre égal, de notables citoyens français et de notables originaires du territoire du Togo, nommés par le commissaire de France en conseil d'administration, sur une liste de notables établie par l'administrateur de la circonscription.

Cette liste de présentation doit comporter un nombre de notables double de celui des sièges à pourvoir.

Art. 15. — Supprimé.

Art. 16. — Supprimé.

Art. 17. — Toute personne remplissant les conditions requises pour être nommée membre d'une commission municipale a le droit d'arguer de nullité la nomination des membres de cette commission municipale.

La réclamation est portée devant le conseil du contentieux qui statue sans frais.

Le recours au conseil du contentieux doit être formé dans le délai d'un mois à compter de la publication de l'arrêté nommant les membres de la commission municipale.

Art. 18. — Lorsque les commissions municipales se trouvent, par l'effet des vacances survenues, réduites à la moitié de leurs membres titulaires et suppléants, il est, dans le délai de trois mois à dater de la dernière vacance, procédé à des nominations complémentaires.

Toutefois, dans les douze mois qui précèdent le renouvellement intégral, les nominations complémentaires ne sont obligatoires qu'au cas où la commission municipale aurait été réduite au tiers de ses membres (titulaires et suppléants).

La durée du mandat des membres nommés dans les conditions des deux alinéas qui précèdent expire de plein droit avec les pouvoirs du conseil en exercice.

Art. 19. — Lorsque, par suite de circonstances exceptionnelles, notamment de l'état de guerre, la commission municipale ne peut être renouvelée ou complétée normalement, une délégation spéciale sera constituée par le commissaire de France dans les conditions prévues par l'article 12.

La délégation ainsi constituée sera habilitée à remplir les mêmes fonctions que la commission municipale et restera en exercice jusqu'à ce que les circonstances permettent de revenir au régime normal.

Art. 20. — Supprimé.

Art. 21. — Supprimé.

Art. 22. — Supprimé.

Art. 23. — Supprimé.

Art. 24. — Supprimé.

Art. 25. — Supprimé.

Art. 26. — Supprimé.

Art. 27. — Supprimé.

Art. 28. — Supprimé.

Art. 29. — Supprimé.

Art. 30. — Supprimé.

Art. 31. — Supprimé.

Art. 32. — Supprimé.

Art. 33. — Supprimé.

Art. 34. — Supprimé.

Art. 35. — Supprimé.

Art. 36. — Supprimé.

Art. 37. — a) Les commissions municipales s'assemblent en session ordinaire deux fois par an : en mai et en octobre ; chaque session peut durer dix jours. Le commissaire de France prescrit la convocation extraordinaire de la commission municipale ou l'autorise, sur la demande de l'administrateur-maire, toutes les fois que les intérêts de la commune-mixte l'exigent.

La convocation peut également avoir lieu pour un objet spécial et déterminé, sur la demande du tiers des membres de la commission municipale adressée directement au commissaire de France, qui ne peut la refuser que par arrêté motivé ;

b) La convocation se fait par écrit et à domicile.

Quand la commission municipale se réunit en session ordinaire, la convocation se fait cinq jours au moins avant celui de la réunion. Quand la commission municipale est convoquée extraordinairement, la convocation se fait trois jours au moins avant celui de la réunion. Elle contient l'indication des objets spéciaux et déterminés pour lesquels la commission doit s'assembler. Dans les sessions ordinaires, la commission peut s'occuper de toutes les matières qui rentrent dans ses attributions. En cas de réunion extraordinaire, elle ne peut s'occuper que des objets pour lesquels elle a été spécialement convoquée. En cas d'urgence, le commissaire de France peut abréger les délais de convocation ;

c) La commission municipale ne peut délibérer que lorsque la majorité des membres en exercice assiste à la séance. Lorsque, après deux convocations successives à huit jours d'intervalle, dûment constatées, les membres de la commission municipale ne se sont pas réunis en nombre suffisant, la délibération prise après la troisième convocation est valable, quel que soit le nombre des membres présents ;

d) Les membres siègent dans l'ordre fixé par l'arrêté de nomination. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages. Il est voté au scrutin secret toutes les fois où trois des membres présents le réclament ;

e) L'administrateur-maire préside la commission municipale et a voix prépondérante en cas de partage. Les mêmes droits appartiennent à l'adjoint qui le remplace. Les fonctions de secrétaire sont remplies par un des membres de la commission nommé au scrutin secret et à la majorité des membres présents. Le secrétaire est nommé pour chaque session ;

f) Tout membre d'une commission municipale qui, sans motifs légitimes, a manqué à trois convocations consécutives peut être déclaré démissionnaire par le commissaire de France, sauf recours, dans les dix jours de la notification, devant le conseil du contentieux administratif ;

g) Les membres d'une commission municipale ne peuvent prendre part aux délibérations relatives aux affaires dans lesquelles ils ont un intérêt, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires ;

h) Les séances des commissions municipales ne sont pas publiques. Les délibérations, rédigées en français, sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le commissaire de France. Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, où mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer ; copie en est adressée au commissaire de France dans la huitaine. Tout habitant ou contribuable de la commune a le droit de demander communication sans déplacement et de prendre copie des délibérations de la commission municipale de sa commune-mixte.

ART. 2. — Les modifications suivantes sont apportées à la section II du chapitre II du titre II (Exé-

cution du service des dépenses et constatation des droits des créanciers des communes-mixtes) :

a) Les alinéas 1 et 2 de l'article 118 de l'arrêté du 20 novembre 1932 sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Il peut être passé des marchés écrits de gré à gré pour les travaux, les transports et les fournitures dont la valeur n'excède pas 15.000 francs dans les communes-mixtes d'une population égale ou inférieure à 5.000 habitants ; 30.000 francs dans les communes-mixtes d'une population de 5.001 à 30.000 habitants ; 80.000 francs dans les communes-mixtes d'une population supérieure à 30.000 habitants.

Il sera néanmoins toujours procédé à une demande préalable de prix parmi les commerçants qui exercent dans la localité.

Les limites des dépenses maxima ci-dessus s'appliquent à la valeur totale des lots en cas de fractionnement de la fourniture en lots. Si le marché s'étend sur plusieurs années, le chiffre à retenir est la valeur totale du marché et non la dépense annuelle ;

b) L'article 119 de l'arrêté du 20 novembre 1932 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

Art. 119. — Les communes-mixtes sont dispensées de passer des marchés écrits pour les travaux, transports et fournitures dont la valeur n'excède pas 10.000 francs dans les communes de moins de 30.000 habitants et 20.000 francs dans les communes d'une population supérieure.

Dans ce cas, également, une demande de prix sera faite notamment pour les transports et fournitures excédant en valeur la somme de 500 francs ;

c) Il est créé un article 119-bis ainsi rédigé :

Art. 119 bis. — Pour l'application des articles 118 et 119 du présent arrêté, la situation démographique des différentes communes-mixtes sera déterminée par un tableau dressé et publié quinquennalement au *Journal officiel* du territoire du Togo.

ART. 3. — Pour l'application des dispositions qui précèdent, les commissions municipales de toutes les communes-mixtes du territoire du Togo, quelle que soit la date d'expiration de leur mandat, seront renouvelées pour compter du 1^{er} janvier 1942.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} septembre 1942.

P. SALICETI.

TABLEAU

annexé à l'arrêté local n° 474 A. P. A.
du 1^{er} septembre 1942

Communes-mixtes de 5.000 habitants et au-dessous :	Néant.
Communes-mixtes de 5.001 à 30.000 habitants :	Lomé.
Communes-mixtes de plus de 30.000 habitants :	Néant.

Virements de crédits

N° 478 F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo, en date du 1^{er} septembre 1942, pris en conseil d'administration :

Sont autorisés à l'intérieur des chapitres ci-dessous désignés du budget local, exercice 1941, les virements ci-après :

ARTICLES		A RETRANCHER	A AJOUTER
CHAPITRE PREMIER			
DETTES EXIGIBLES			
1	Intérêts et amortissements	—	10.644, —
2	Frais accessoires de l'emprunt	10.644, —	—
	Total du Chapitre Ier	10.644, —	10.644, —
CHAPITRE II			
HAUT-COMMISSARIAT ET COMMISSARIAT DE FRANCE			
1	Haut-Commissariat de France	—	433, —
5	Dépenses d'exercices clos	—	4.430, —
2	Commissariat de France	4.863, —	—
	Total du Chapitre II	4.863, —	4.863, —
CHAPITRE III			
HAUT-COMMISSARIAT ET COMMISSARIAT DE FRANCE			
(Matériel)			
2	Commissariat de France (service général)	26.000, —	—
3	Commissariat de France (service intérieur)	—	20.000, —
4	Communications téléphoniques et télégraphiques	—	5.057,30
5	Inspection mobile	—	11,50
6	Dépenses d'exercices clos	—	931,20
	Total du Chapitre III	26.000, —	26.000, —
CHAPITRE IV			
SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE (Personnel)			
3	Circonscriptions administratives	80.740, —	—
6	Justice européenne	—	20.840, —
12	Dépenses d'exercices clos	—	59.900, —
	Total du Chapitre IV	80.740, —	80.740, —
CHAPITRE V			
SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE (Matériel)			
1	Inspection administrative	7.133, —	—
3	Circonscriptions administratives	38.721, —	—
4	Justice européenne	7.038,99	—
6	Police administrative et judiciaire	21.898,94	—
7	Etablissements pénitentiaires	17.197,97	—
8	Inscription maritime	100, —	—
11	Dépenses d'exercices clos	45.470, —	—
2	Bureau du gouvernement	—	8.057, —
5	Justice indigène	—	23.386,57
9	Forces de police	—	106.116,33
	Total du Chapitre V	137.559,90	137.559,90
CHAPITRE VI			
SERVICES FINANCIERS (Personnel)			
1	Bureau du trésor	6.400, —	—
5	Service topographique	1.425,20	—
4	Enregistrement et domaines	—	6.400, —
6	Dépenses d'exercices clos	—	1.425,20
	Total du Chapitre VI	7.825,20	7.825,20

ARTICLES		A RETRANCHER	A AJOUTER
CHAPITRE VII			
SERVICES FINANCIERS (Matériel)			
1	Trésor	20.621,12	—
2	Douanes	31.955,84	—
3	Service de la répression des fraudes	2.000,—	—
4	Enregistrement et domaines	1.242,25	—
5	Service topographique	2.837,09	—
7	Moyens de transport	1.000,—	—
6	Dégrèvements et remboursements	—	18.350,60
8	Dépenses d'exercices clos	—	41.305,70
	Total du Chapitre VII	59.656,30	59.656,30
CHAPITRE VIII			
DEPENSES D'EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES			
3	Travaux publics	63.887,82	—
2	Service radioélectrique	—	2.869,90
4	Garages administratifs	—	23.498,32
5	Agriculture	—	31.201,50
6	Dépenses d'exercices clos	—	6.318,10
	Total du Chapitre VIII	63.887,82	63.887,82
CHAPITRE IX			
DEPENSES D'EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES			
4	Agriculture	28.399,30	—
6	Forêts	9.500,—	—
1	Postes — Télégraphes — Téléphones	—	9.500,—
2	Service radioélectrique	—	28.399,30
	Total du Chapitre IX	37.899,30	37.899,30
CHAPITRE X			
DEPENSES D'EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES			
1	Postes — Télégraphes — Téléphones	68.000,—	—
2	Service radioélectrique	1.000,—	—
3	Travaux publics	—	58.610,68
9	Dépenses d'exercices clos	—	10.389,32
	Total du Chapitre X	69.000,—	69.000,—
CHAPITRE XI			
TRAVAUX PUBLICS			
1	Travaux d'entretien	276.721,26	—
3	Travaux d'alimentation en eau	—	221.049,26
4	Travaux imprévus	—	52.865,—
6	Dépenses d'exercices clos	—	2.807,—
	Total du Chapitre XI	276.721,26	276.721,26
CHAPITRE XII			
SERVICES D'INTERET SOCIAL ET ECONOMIQUE (Personnel)			
1	Services sanitaires et médicaux	41.961,60	—
12	Service météorologique	24.499,—	—
2	Hôpital-mixte de Lomé	—	41.961,60
9	Documentation générale	—	5.126,70
11	Assistance sociale	—	76,—
13	Dépenses d'exercices clos	—	19.296,30
	Total du Chapitre XII	66.460,60	66.460,60

ARTICLES		A RETRANCHER	A AJOUTER
CHAPITRE XIII			
SERVICES D'INTERET SOCIAL ET ECONOMIQUE (Matériel)			
8	Instruction publique	261.123,43	—
2	Hôpital-mixte de Lomé	—	159.924,95
3	Assistance médicale indigène	—	33.155,98
13	Assistance sociale, Œuvre du Berceau et Centre de Puériculture	—	68.042,50
	Total du Chapitre XIII	261.123,43	261.123,43
CHAPITRE XIV			
DEPENSES DIVERSES (Personnel)			
2	Allocations temporaires	7.939,—	—
3	Allocations exceptionnelles	—	6.439,—
4	Dépenses d'exercices clos	—	1.500,—
	Total du Chapitre XIV	7.939,—	7.939,—
CHAPITRE XV			
DEPENSES DIVERSES (Matériel)			
1	Transport du personnel et du matériel — Indemnité de déplacement	530.721,90	—
4	Subvention	18.000,—	—
2	Frais de mission	—	50.080,—
3	Fêtes publiques — Frais généraux	—	340.000,—
8	Contributions	—	122.000,—
9	Dépenses d'exercices clos	—	36.641,90
	Total du Chapitre XV	548.721,90	548.721,90
CHAPITRE XVII			
DEPENSES IMPREVUES			
1	Perte de fonds et matériel	26.500,—	—
2	Autres dépenses imprévues	—	23.500,—
3	Dépenses d'exercices clos	—	3.000,—
	Total du Chapitre XVII	26.500,—	26.500,—
CHAPITRE XX			
LUTTE CONTRE LA TRYPANOSOMIASSE (Personnel)			
1	Organismes de direction, etc.	1.194,90	—
2	Fonctionnement des secteurs	—	543,90
3	Dépenses d'exercices clos	—	651,—
	Total du Chapitre XX	1.194,90	1.194,90
CHAPITRE XXI			
PROPHYLAXIE ET TRAITEMENT DE LA TRYPANOSOMIASSE			
2	Prophylaxie agronomique	4.237,60	—
3	Travaux	36.611,40	—
1	Fonctionnement des secteurs	—	26.386,80
4	Dépenses d'exercices clos	—	14.462,20
	Total du Chapitre XXI	40.849,—	40.849,—
CHAPITRE XXII			
DEPENSES EXTRAORDINAIRES			
2	Travaux	368,—	—
3	Dépenses d'exercices clos	—	368,—

Compte définitif

N° 479 F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du 1^{er} septembre 1942, pris en conseil d'administration :

Les résultats définitifs du budget local du Togo, exercice 1941, sont fixés en recettes et en dépenses ainsi qu'il suit :

Recettes : Quarante cinq millions trois cent cinquante neuf mille quatre cent soixante-treize francs trente centimes (45.359.473,30).

Dépenses : Quarante huit millions cinq cent soixante quatorze mille trois cent soixante trois francs cinquante centimes (48.574.363,50).

Excédent de dépenses : Trois millions deux cent quatorze mille huit cent quatre-vingt dix francs vingt centimes (3.214.890,20).

qui sera couvert par un prélèvement sur la caisse de réserve de Trois millions deux cent quatorze mille huit cent quatre-vingt dix francs vingt centimes (3.214.890,20).

Annulation de crédits

N° 480 F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo, en date du 1^{er} septembre 1942, pris en conseil d'administration :

Sont annulés au budget local, exercice 1941, les crédits suivants restés sans emploi :

CHAPITRE I	536.422,—
— II	109.763,90
— III	8.816,50
— IV	181.077,30
— V	86,20
— VI	189.155,70
— VII	2.000,70
— VIII	105.382,70
— IX	42.699,70
— X	135.839,40
— XI	1.319.173,40
— XII	137.871,30
— XIII	317.968,—
— XIV	32.059,80
— XV	22.867,60
— XVI	8.000,—
— XVII	759,20
— XIX	668.443,10
TOTAL GÉNÉRAL	3.818.386,50

Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux

ARRETE N° 481 C. D. du 1^{er} septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la disposition de l'article 6 de l'arrêté n° 576 du 16 octobre 1941 instituant au territoire du Togo des impôts cédulaires et un impôt général sur le revenu, stipulant :

« des arrêtés locaux déterminant les conditions dans lesquelles sont admises :

a) Les provisions destinées, en sus des amortissements normaux, au renouvellement de l'outillage et du matériel;

b) Les provisions destinées au renouvellement des stocks »

seront pris éventuellement;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour tenir compte de la hausse des prix, une provision destinée à alimenter un fonds de renouvellement du matériel et de l'outillage pourra être déduite, en sus des amortissements normaux, du bénéfice net sur lequel doit porter l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

La constitution de ce fonds de renouvellement donnera lieu à l'ouverture, au passif du bilan, d'un compte intitulé « fonds de renouvellement de l'outillage et du matériel ». Les entreprises seront réputées avoir entrepris cette constitution dès l'année de l'acquisition du matériel ou de l'outillage à renouveler.

ART. 2. — Le montant du fonds de renouvellement est calculé chaque année en fonction de la valeur de renouvellement de l'outillage et du matériel considérés. Cette valeur de renouvellement résultera des prix constatés à la clôture de chaque exercice pour un outillage et un matériel identiques, ces prix devant correspondre aux cours officiels ou être justifiés par tous les modes de preuves admissibles.

Le montant du fonds de renouvellement sera égal à la différence entre la valeur de renouvellement ainsi déterminée, et le prix de revient de l'outillage et du matériel envisagés.

ART. 3. — La provision pour renouvellement sera prélevée chaque année sur le bénéfice net. Son montant sera déterminé de la manière suivante pour chaque catégorie de matériel ou d'outillage.

Le montant du fonds de renouvellement sera multiplié chaque année par le rapport du nombre des exercices écoulés depuis l'origine présumée de sa constitution, au nombre des exercices correspondant à la durée totale d'amortissement du matériel et de l'outillage envisagés.

La différence entre la valeur ainsi obtenue et le montant des provisions déjà constituées au titre des précédents exercices représentera la provision pouvant être déduite du bénéfice net.

ART. 4. — Le renouvellement en vue duquel la provision aura été constituée devra être réalisé dans un délai de cinq ans, à partir de la date de la clôture de l'exercice au cours duquel le fonds de renouvellement aura atteint un chiffre suffisant pour parfaire la différence entre la valeur de remplacement et le prix de revient du matériel ou de l'outillage amortis. Si le matériel en question a été cédé ou mis hors de service avant cette époque, le délai de cinq ans courra à partir de la cession ou de la mise hors de service.

Le matériel acquis en remplacement pourra n'être pas identique au matériel remplacé et, s'il y a lieu, être utilisé dans un autre établissement de la même entreprise.

ART. 5. — Au cours du délai de cinq ans prévu à l'article précédent, le montant du fonds de renouvellement pourra être ajusté aux variations des prix à la clôture de chaque exercice. Il sera alors tenu compte, pour la détermination du bénéfice imposable, des différences en plus ou en moins résultant de cet ajustement.

Si le fonds de renouvellement, accru des sommes consacrées à l'amortissement normal, est supérieur à la somme nécessaire au remplacement de l'outillage et du matériel, l'excédent pourra être maintenu à la disposition de l'entreprise, jusqu'à l'expiration du délai de cinq ans susvisé, pour remplacer d'autres installations.

A l'expiration du même délai, la fraction de cet excédent qui n'aura pas été employée s'ajoutera au bénéfice imposable conformément aux dispositions de l'article 7 ci-après.

ART. 6. — Le compte « fonds de renouvellement de l'outillage et du matériel » sera divisé en autant de sous-comptes qu'il sera nécessaire pour suivre les opérations correspondant à chacune des catégories de matériel ou d'outillage à renouveler.

Des virements pourront être effectués d'une catégorie à l'autre, en vue de pourvoir à un remplacement nécessitant des sommes supérieures au montant de la provision pour renouvellement augmenté du montant de l'amortissement normal. Les provisions ayant fait l'objet d'un virement de ce genre ne pourront pas être reconstituées.

Les sommes prélevées sur le fonds de renouvellement lors du remplacement seront obligatoirement virées à un compte du passif nommé « réserve spéciale (matériel et outillage renouvelés) ».

ART. 7. — Les prévisions pour renouvellement qui, à l'expiration du délai de cinq ans prévu à l'article 4 ci-dessus, n'auront pas encore été utilisées, seront rattachées aux recettes de l'exercice en cours.

Au cas où la cession ou la mise hors service d'un matériel ou d'un outillage ne devrait pas être suivie de remplacement la provision pour renouvellement correspondant à ce matériel ou à cet outillage sera rapportée aux recettes de l'exercice au cours duquel aura lieu la cession ou la mise hors service.

ART. 8. — Pour bénéficier des dispositions du présent arrêté, les entreprises devront remettre au contrôleur des contributions directes une déclaration indiquant, par catégorie de matériel ou d'outillage, et dans chaque catégorie par année d'acquisition :

- 1° — Le prix de revient initial;
- 2° — Le montant des amortissements effectués;
- 3° — L'année au cours de laquelle, selon les prévisions, devra être effectué le renouvellement;
- 4° — La valeur de renouvellement déterminée conformément à l'article 2 du présent arrêté, en apportant toutes justifications nécessaires;
- 5° — La dotation de la provision pour l'exercice considéré ainsi que l'indication du montant total de la provision déjà constituée, et la date à partir de laquelle le fonds de renouvellement a commencé à être constitué.

ART. 9. — En cas de cessation d'exploitation ou de transmission entre vifs ou après décès, la provision pour renouvellement du matériel ou de l'outillage demeurée sans emploi, sera considérée comme un élément du bénéfice immédiatement imposable dans les conditions fixées à l'article 26 de l'arrêté du 16 octobre 1941.

La provision correspondant à des exercices dont les résultats n'ont pas été atteints par l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sera toutefois distraite du montant des provisions imposables.

ART. 10. — Seules les entreprises possédant une comptabilité régulière et pouvant faire foi devant la juridiction contentieuse pourront se prévaloir des dispositions du présent arrêté.

ART. 11. — Le chef du service des contributions directes est chargé de l'application du présent arrêté.

Lomé, le 1^{er} septembre 1942.

P. SALICETI.

ARRETE N° 482 C. D. du 1^{er} septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la disposition de l'article 6 de l'arrêté n° 756 du 16 octobre 1941 instituant au territoire du Togo des impôts cédulaires et un impôt général sur le revenu, stipulant :

« des arrêtés locaux déterminant les conditions dans lesquelles sont admises :

a) Les provisions destinées en sus des amortissements normaux, au renouvellement de l'outillage et du matériel;

b) Les provisions destinées au renouvellement des stocks » seront pris éventuellement;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour tenir compte de la hausse des prix des marchandises, une provision destinée au renouvellement des stocks pourra être déduite du bénéfice net sur lequel doit porter l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Cette provision fera l'objet d'un compte figurant au passif du bilan sous la rubrique « Provision pour renouvellement du stock initial ».

ART. 2. — Le stock initial est le stock qui a été constaté en écritures lors du dernier inventaire dressé avant le 1^{er} septembre 1939. Sa valeur est calculée d'après le prix de revient des marchandises ou d'après les prix courants au moment de l'inventaire, si ces derniers sont inférieurs.

Pour les entreprises qui ont été créées après le 31 août 1939 ou qui n'avaient pas encore fait d'inventaire à cette date, le stock initial est le stock qui a été constaté en écritures lors du premier inventaire. Il est évalué comme il vient d'être dit.

ART. 3. — A la clôture de chaque exercice, l'estimation du stock existant effectivement sera faite d'après les prix de revient ou d'après les cours du jour si ces derniers sont inférieurs. Le résultat obtenu devra figurer au bilan.

Le bénéfice net sera déterminé en tenant compte du stock effectif ainsi évalué.

De ce bénéfice net pourra être retranchée la provision tenant compte de l'augmentation de la valeur, au cours de l'exercice envisagé, du stock initial supposé constant en quantité. Cette provision sera calculée comme suit :

Le stock initial sera réévalué d'après les cours du jour à la clôture de l'exercice, étant entendu que ces cours devront correspondre aux autorisations de hausse dûment justifiées et régulièrement accordées.

De cette valeur nouvelle, sera déduite la valeur initiale du même stock.

La provision à déterminer sera égale à la différence entre le chiffre ainsi obtenu et le montant des provisions constituées au titre des précédents exercices.

En aucun cas cette provision ne pourra être supérieure au bénéfice net.

ART. 4. — Les provisions à constituer au titre des exercices antérieurs écoulés depuis le 1^{er} septembre 1939, dont les résultats n'ont pas été assujettis à un impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, seront déterminées soit en évaluant, hors comptabilité, les résultats des exercices en question, soit en répartissant proportionnellement au chiffre d'affaires de chacun de ces exercices l'augmentation de la valeur du stock initial supposé constant en quantité.

L'adoption de l'un ou l'autre de ces procédés est laissée au choix de l'entreprise.

• ART. 5. — En cas de cessation d'une exploitation ou de transmission entre vifs ou après décès, la provision pour renouvellement du stock initial figurant au dernier bilan sera considérée comme un élément du bénéfice immédiatement imposable dans les conditions prévues à l'article 26 de l'arrêté du 16 octobre 1941.

La partie de cette provision correspondant aux exercices dont les résultats n'ont pas été assujettis à un impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sera soustraite du bénéfice imposable, mais seulement dans la mesure où elle apparaîtra au bilan dressé à la date de la transmission ou de la cessation de l'exploitation.

ART. 6. — Seules les entreprises possédant une comptabilité régulière pouvant faire foi devant la juridiction contentieuse pourront se prévaloir des dispositions ci-dessus.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} septembre 1942.

P. SALICETI.

Ventes aux enchères mobilières

ARRETE No 484 Dom. du 1^{er} septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1922 spécialement en son article 5;

Vu l'arrêté du 30 août 1929 réglementant dans le territoire du Togo l'impôt sur le timbre-taxé, ensemble les textes modificatifs;

Vu l'arrêté 313 du 17 juin 1929 accordant des remises aux agents chargés des ventes aux enchères dans les céréales;

Vu l'arrêté 318 du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre au territoire du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les ventes aux enchères mobilières ayant pour objet des biens appartenant au domaine public ou privé du Territoire, seront effectuées dans les centres autres que Lomé, par des agents suppléant le receveur des domaines et désignés par les commandants de cercle.

ART. 2. — Le produit de ces ventes, majoré de la taxe forfaitaire de 5% (ou 8% en matière de fourrière) sera expédié intégralement par mandat sans frais au receveur des domaines qui procédera à la régularisation comptable.

ART. 3. — Il sera alloué à ces agents une remise de 1%, calculée sur le prix principal de la vente. Cette remise sera liquidée et payée par le receveur des domaines.

ART. 4. — L'arrêté 313 du 17 juin 1929 est abrogé.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} septembre 1942.

P. SALICETI.

Service du contrôle des prix et stocks

Brigade mobile

DECISION No 644 A. E. du 1^{er} septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général du 13 juillet 1942 définissant le mode de publicité des prix;

Vu l'arrêté général du 17 juillet 1942 portant création d'un service du contrôle des prix et stocks;

Vu l'arrêté no 369 A. E. du 7 juillet 1942 créant au Togo un service local du contrôle des prix et stocks;

Vu la décision du 9 juillet 1942 nommant au Togo un chef du service local du contrôle des prix et stocks;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le chef du service local du contrôle des prix et des stocks dispose, dans le cadre de la loi du 14 mars 1942 et de l'arrêté général du 17 juillet 1942 susvisé, d'une brigade mobile de contrôleurs des prix et des stocks.

ART. 2. — Sont désignés pour faire partie de cette brigade et investis des pouvoirs conférés par les textes visés à l'article ci-dessus :

M.M. Heudé, chef de brigade;

Bonnard, chef du service de l'exploitation;

Nouvel, chef du service de la traction;

Pinelli, comptable des chemins de fer;

Dubois Philippe, adjoint des services civils;

Degoul, adjoint des services civils;

Laporte, commis principal des trésoreries;

Mugnier, brigadier des douanes;

Berlie, adjoint principal des services civils;

Sors, commis des services civils;

Horard, conducteur des travaux agricoles;

Terrac, adjoint principal des services civils;

Lamy, commis des services civils;

Fontaine, conducteur des travaux agricoles;

Horth, conducteur des travaux agricoles;

Horard, chef ouvrier d'art hors classe;

Meyer, aide-conducteur des travaux agricoles;

Dubois Louis, commis stagiaire des services civils;

Raymond, médecin-capitaine hors cadres;

Tocou Michel, instituteur;

Johnson David, instituteur.

ART. 3. — Préalablement à leur prise de service, les fonctionnaires non officiers de police judiciaire énumérés ci-dessus devront prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé; cette formalité pourra être remplie par écrit pour les fonctionnaires et agents ci-dessus désignés ne résidant pas à Lomé.

Une commission d'emploi leur sera délivrée par le chef du service local du contrôle des prix et stocks.

ART. 4. — Le personnel désigné à l'article 2 ci-dessus assurera ses nouvelles fonctions cumulativement avec celles qui lui sont normalement dévolues et qu'il remplit actuellement.

ART. 5. — Le chef du service local du contrôle des prix et stocks est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée et publiée au *Journal officiel* du Territoire.

Lomé, le 1^{er} septembre 1942.

P. SALICETI.

Timbres fiscaux

N° 493 F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du 2 septembre 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé en vue de leur utilisation comme timbres fiscaux à la surcharge de 50.000 (Cinquante mille) figurines postales du Togo, conformément au tableau de répartition ci-après :

FIGURINE POSTALE DE	NOMBRE	DESIGNATION et valeur à apposer	COULEUR	
			du timbre postal	de la surcharge
type la palme				
1 franc	10.000	Timbre fiscal 5 c.	rouge	noir
—	10.000	Timbre fiscal 10 c.	rouge	noir
—	10.000	Timbre fiscal 15 c.	rouge	noir
(type avion)				
6,90	17.000	Timbre fiscal 5 f.	orange	noir
4,90	3.000	Timbre fiscal 5 f.	sepia	noir
	50.000			

ART. 2. — Il sera procédé en outre à la transformation de 2.500 (Deux mille cinq cents) timbres de connaissances à 10 francs en timbres à 16 francs pour le même usage, par l'apposition en noir d'une surcharge comportant le nouveau tarif et l'annulation de l'ancien.

ART. 3. — Les surcharges seront imprimées en typographie et à l'encre grasse indélébile.

ART. 4. — Le chef du bureau des finances, le chef du service des P. T. T. et le chef du service de l'enregistrement et du timbre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Billets de banque

ARRETE N° 495 F. du 4 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 juin 1901 concédant à la banque de l'Afrique occidentale son privilège d'émission;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies et territoires sous mandat français le décret-loi du 9 septembre 1939 relatif au contrôle des changes et les décrets qui l'ont modifié par la suite;

Vu l'arrêté interministériel du 8 avril 1942 réglementant dans les colonies et territoires africains sous mandat les importations et exportations de valeurs, titres, matières d'or et moyens de paiement;

Vu l'arrêté général du 3 août 1942 relatif à l'admission des billets de banque dans les caisses publiques;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la publication du présent arrêté, les billets de la banque de l'Afrique occidentale seront seuls acceptés par les caisses publiques. Toutefois et par tolérance exceptionnelle, les billets de 5, 10 et 20 francs de la banque de France continueront à être reçus.

ART. 2. — Pendant un délai de deux mois à partir de la publication du présent arrêté, les détenteurs de billets de la banque de France de 50 et 100 francs pourront les échanger à toutes les caisses publiques.

ART. 3. — Les fonctionnaires, les militaires ou marins et les voyageurs venant de France, de l'Afrique du Nord, d'une colonie française ou d'un territoire sous mandat français pourront échanger les billets de la banque de France ou les billets de la banque d'émission aux guichets de la banque de l'Afrique occidentale à Lomé.

ART. 4. — Nul échange ne pourra avoir lieu s'il n'est compris dans la limite des sommes et composé des coupures dont l'exportation hors de France ou les territoires d'outre-mer est autorisée par les règlements sur le contrôle des changes notamment par l'arrêté interministériel du 8 avril 1942.

ART. 5. — Sont abrogées les mesures prises en application des arrêtés généraux des 16 mai 1941 et 14 mai 1942 et notamment l'arrêté n° 336 du 12 juin 1942.

ART. 6. — Le chef du bureau des finances, le chef du bureau des P. T. T. et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 septembre 1942.

P. SALICETI.

Chocolat — Cacao sucré

ARRETE N° 496 A. E. du 5 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./c 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et de stocks;

Vu le décret du 18 juin 1937 portant règlement d'administration publique pour l'application dans le territoire du Togo de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes;

Vu l'arrêté local n° 170 du 30 mars 1938 organisant au territoire du Togo un service de la répression des fraudes;

Vu l'arrêté local n° 172 du 30 mars 1938 fixant le laboratoire compétent pour l'analyse des produits prélevés ou saisis en application des textes sur la répression des fraudes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La fabrication locale du chocolat et du cacao sucré est subordonnée à l'autorisation préalable du commissaire de France.

Cette autorisation ne pourra être accordée qu'aux seuls fabricants patentés en exercice à la date du 1^{er} août 1942. A cet effet, les intéressés devront régulariser leur situation au plus tard dans les 15 jours qui suivront la publication du présent arrêté au *Journal officiel* du Territoire.

ART. 2. — Le chocolat et le cacao sucré de fabrication locale ne pourront contenir que du cacao provenant du cacaoyer (*Theobroma cacao*) et de sucre dans les proportions fixées par le présent arrêté à l'exclusion de tous autres produits d'origine végétale et animale.

ART. 3. — Le cacao entrant dans la fabrication du chocolat et du cacao sucré devra strictement répondre aux conditions ci-après :

Provenir de plantations de cacaoyers situées en territoire du Togo français;

Etre sain, sec, ne contenir aucun débris de cabosses, ou de toute autre impureté, ni de graines non fermentées, ni trace de moisissures, ni de poussières, ne pas sentir la fumée.

ART. 4. — Le sucre entrant dans la fabrication du chocolat et du cacao sucré devra être exclusivement du sucre roux cristallisé prélevé obligatoirement sur le contingent débloqué mensuellement pour la consommation. Il sera délivré au fabricant sur le vu d'un bon mensuel d'achat signé par le chef du bureau des affaires économiques du Territoire.

Le total des quantités ainsi accordées ne pourra, en aucun cas, dépasser 600 kilos par mois.

ART. 5. — Les quantités de sucre achetées devront être intégralement incorporées dans la fabrication. A cet effet, le fabricant tiendra un carnet sur lequel seront consignées mois par mois les quantités de sucre délivrées dans le mois, les quantités incorporées dans la fabrication du mois considéré, le reliquat de sucre s'il y a lieu, la production mensuelle d'une part en chocolat, d'autre part en cacao sucré. Ce carnet ne devra comporter ni ratures, ni surcharges, ni interlignes.

ART. 6. — Les proportions de sucre et de cacao entrant dans la fabrication locale de l'espèce sont fixées comme suit :

Chocolat. — Par kilo : 500 grammes de sucre pour 500 grammes d'amandes torréfiées et broyées.

Cacao sucré. — Par kilo : 350 grammes de sucre pour 650 grammes d'amandes torréfiées et broyées.

ART. 7. — Aux fins de déterminer le pourcentage de sucre incorporé dans la masse le service de la répression des fraudes est habilité à prélever des échantillons de la marchandise et les faire analyser aux frais du fabricant par le laboratoire de la pharmacie de Lomé.

ART. 8. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues au chapitre 2 du titre III de la loi du 14 mars 1942 sans préjudice, le cas échéant, de l'application des dispositions du chapitre 1^{er} du titre III de ladite loi.

ART. 9. — Le chef du service du contrôle des prix et des stocks, les commandants de cercle et chefs de subdivision sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 septembre 1942.

P. SALICETI.

Ravitaillement

N° 502 F. — Par arrêté du commissaire de France en date du 7 septembre 1942 :

Il est accordé à la société indigène de prévoyance de Lomé une avance renouvelable de Cinq cent mille francs (500.000 francs) sur le compte « Ravitaillement de la population civile » pour achat de vivres destinés au ravitaillement de la population civile du Territoire.

L'avance ainsi consentie sera justifiée conformément aux prescriptions de l'article 149 du décret du 30 décembre 1912.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Administrateurs des colonies

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 6 août 1942, sont promus dans le personnel des administrateurs des colonies, pour compter du 1^{er} juillet 1942 :

Au grade d'administrateur de 1^{re} classe :

M.M.

Henri Moal, 2^e tour choix;

Léo, Joseph, Nativel, 2^e tour choix;

Au grade d'administrateur de 2^e classe :

M.M.

Jean-Louis-Philippe Bérard, 3^e tour choix;

Pierre Sanson, 3^e tour choix;

Services civils des colonies

Par arrêté du 10 juillet 1942, sont également inscrits au tableau complémentaire d'avancement du personnel des services civils autres que l'Indochine :

Pour le grade d'adjoint principal de 3^e classe :

M.M.

Maugis André,

Guillon Jacques,
mais n'ont pas été promus.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Agents auxiliaires

Nomination

Par décision n° 631 F./Pel. du :

26 août 1942. — Mme. Laporte Henriette, institutrice de 6^e classe du cadre métropolitain, est agréée pour compter du 14 septembre 1942, en qualité d'institutrice auxiliaire à la solde mensuelle de 2.080 frs. sans autre engagement de la part du Territoire.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT**PERSONNEL INDIGENE****Nomination**

Par arrêté n° 2917 du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française en date du :

22 août 1942. — Les élèves dont les noms suivent, diplômés de l'Ecole William Ponty (section enseignement — promotion 1942) sont agréés dans le cadre commun secondaire de l'enseignement de l'A. O. F. et reçoivent les affectations ci-après :

A) En qualité d'instituteurs stagiaires :

M.M. Ekué Martin, Togo:

.....

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL INDIGÈNE****Promotions**

ERRATUM à l'arrêté n° 397 F./Pel. du 21 juillet 1942 portant promotions.

Au lieu de :

II — POSTES — TÉLÉGRAPHES — TÉLÉPHONES

Au grade de commis adjoint des P.T.T. (1^{er} échelon) pour compter du 1^{er} juillet 1942 :

Lorenzo Faustin Lejeune, commis auxiliaire (2^e échelon).

Lire :

II — POSTES — TÉLÉGRAPHES — TÉLÉPHONES

Au grade de commis adjoint des P.T.T. (1^{er} échelon) pour compter du 1^{er} janvier 1942 :

Lorenzo Faustin Lejeune, commis auxiliaire (2^e échelon).

Agents auxiliaires.**Révocations**

Par décision n° 629 F./Pel. du :

26 août 1942. — Les agents auxiliaires dont les noms suivent sont révoqués de leur emploi pour abandon de poste :

Mensan Adoté, pour compter du 12 août 1942;
Woekpo, pour compter du 21 juillet 1942.

Par décision n° 630 F./Pel. du :

26 août 1942. — L'agent auxiliaire Atsioh Albert est révoqué de son emploi pour compter du 11 août 1942, pour abandon de poste.

Par décision n° 648 F./Pel. du :

3 septembre 1942. — L'agent auxiliaire Agbodji Jean est révoqué de son emploi pour compter du 15 septembre 1942, pour mauvaise manière habituelle de servir.

Par arrêté n° 501 F./Pel. du :

7 septembre 1942. — Le facteur auxiliaire Domlan Charles est révoqué de son emploi à compter du 20 août 1942, pour faute grave.

Forces de police**Retraite**

Par arrêté n° 464 F. du :

25 août 1942. — Les gardes de cercle dont les noms suivent, rayés des contrôles des forces de police du Territoire, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

A compter du 1^{er} mai 1942 :

Kondo Sabalé, brigadier de 1^{re} classe, numéro matricule 1082.

A compter du 1^{er} juin 1942 :

Bessi Koutan, brigadier-chef de 1^{re} classe, numéro matricule 1013.

A compter du 1^{er} juillet 1942 :

Koffi Joseph, adjudant, numéro matricule 26.

Kédessem, brigadier-chef de 1^{re} classe, numéro matricule 404.

Boukary II, brigadier de 2^e classe, numéro matricule 402.

A compter du 1^{er} août 1942 :

Sakary Pahoua, brigadier de 1^{re} classe, numéro matricule 632.

DIVERS**Commandement indigène**

Par décision n° 623 A. P. A. du :

25 août 1942. — Il est alloué pour compter du 1^{er} janvier 1942 aux chefs de canton ci-après indiqués, les soldes annuelles suivantes, payables, à terme échu, par trimestre ou semestre, au choix des intéressés :

Takassi, chef de canton 3.000 frs.

Dalaré, chef de canton 3.000 frs.

Dégrèvements — Remises gracieuses

Par arrêté N° 476 F du :

1^{er} septembre, 1942. — Sont accordées les remises gracieuses suivantes :**EXERCICE 1942****IMPOT PERSONNEL EUROPEEN**

Trésor. — Rôle N° 54 — art. 79 R. P. Hickembick Antoine	250 + 40 + 12,50 = 302,50
Lama-Kara. — Rôle N° 100 — art. 3 R. P. Malassenet Emile	250 + 40 = 290,—
Rôle N° 100 — art. 4 R. P. Brungard Antoine	250 + 40 = 290,—
Rôle N° 100 — art. 5 R. P. Fischer Joseph	250 + 40 = 290,—
	750 + 120 = 870,—

Le Trésorier-Payeur est autorisé à porter lesdites remises gracieuses en réduction de ses prises en charge.

Est autorisé le remboursement suivant :

IMPOT PERSONNEL EUROPEEN

Trésor. — Rôle N° 54 — art. 158 Thierry Louis	250 + 40 + 12,50 = 302,50
--	---------------------------

Par arrêté N° 477 F. du :

1^{er} septembre 1942. — Sont accordées les remises gracieuses ci-après :**IMPOT PERSONNEL EUROPEEN EXERCICE 1942****LOMÉ-VILLE (C. M.)**

	IMPÔT	PRESTATION	C. A.	TOTAL
Rôle N° 54 art. 28 Mgr. Cessou, vicaire apostolique	250,—	40,—	12,50	302,50
Rôle N° 54 art. 139 R. P. Riebstein Emile	250,—	40,—	12,50	302,50
Rôle N° 54 art. 90 R. P. Koeltz Louis	250,—	40,—	12,50	302,50
Rôle N° 54 art. 138 R. P. Riegert Louis	250,—	40,—	12,50	302,50
Rôle N° 54 art. 178 R. F. Zosso Canisius	250,—	40,—	12,50	302,50
Rôle N° 54 art. 114 R. F. Maurer Jean	250,—	40,—	12,50	302,50
Rôle N° 54 art. 16 R. P. Blondé Louis	250,—	40,—	12,50	302,50
Rôle N° 54 art. 68 R. P. Girard Henri	250,—	40,—	12,50	302,50
Rôle N° 54 art. 25 R. F. Bato Martin	250,—	40,—	12,50	302,50
Rôle N° 54 art. 65 Mlle. Germaine S. Marie	250,—	—	12,50	262,50
Rôle N° 54 art. 159 Mlle. Tilly S. Andrée	250,—	—	12,50	262,50
Rôle N° 54 art. 165 Mlle. Vedel S. Anne Andrée	250,—	—	12,50	262,50
Rôle N° 54 art. 163 Mlle. Tricca S. Thadée	250,—	—	12,50	262,50
Rôle N° 54 art. 144 Mlle. Raoul S. Fernandé	250,—	—	12,50	262,50
Rôle N° 54 art. 87 Mlle. Judic Mélanie S. Théo.	250,—	—	12,50	262,50
Rôle N° 54 art. 81 Mlle. Hancquart S. Dosithée	250,—	—	12,50	262,50
Rôle N° 54 art. 70 Mlle. Grand S. Marie Anne	250,—	—	12,50	262,50
Rôle N° 54 art. 57 Mlle. Fritsch S. Anne Madélaïne	250,—	—	12,50	262,50
Rôle N° 54 art. 33 Mlle. Chapalain S. Marie	250,—	—	12,50	262,50
Rôle N° 54 art. 11 Mlle. Barbiéri S. Esterina	250,—	—	12,50	262,50
	5.000,—	360,—	250,—	5.610,—

Dégrèvements

Rôle N° 54 art. 160 Trézise Ignace	192,—	32,—	9,60	233,60
--	-------	------	------	--------

LOMÉ-SUBDIVISION

Rôle N° 60 art. 1 R. P. Blanck Louis	250,—	40,—		290,—
Rôle N° 60 art. 22 R. P. Werlé Victor	250,—	40,—		290,—
	500,—	80,—		580,—

ANÉCHO

Rôle N° 51 art. 47 R. F. Lieshout Benoît Mathias	250,—	40,—		290,—
Rôle N° 51 art. 46 R. P. Lingenheim Jérôme	250,—	40,—		290,—
	500,—	80,—		580,—

Le Trésorier-Payeur est autorisé à porter les remises gracieuses et dégrèvements ci-dessus en réduction de ses prises en charge.

Enseignement

Par arrêté n° 469 E. du :

29 août 1942. — Le montant de l'allocation journalière de nourriture et d'entretien, pour les élèves internes de l'école primaire supérieure de Lomé, est fixé comme suit pour l'année scolaire 1942-1943 :

1° — Frais de nourriture 6 frs., 50

2° — Frais d'habillement et d'entretien 2 frs., —

3° — Frais de logement 0 fr., 50

Le montant de l'avance consentie à l'économe est fixé à 7.000 francs (sept mille francs).

Par décision n° 638 E. du :

29 août 1942. — Le nombre des places mises au concours pour l'admission à l'école primaire supérieure de Lomé en 1942 est fixé à 20 (vingt).

Ce nombre comprendra au maximum 3 jeunes filles.

Le nombre des places mises au concours pour l'admission au cours complémentaire Notre Dame des Apôtres est fixé à 5 (cinq).

Infractions au règlement forestier

RECTIFICATIF de la décision n° 436 du 19 juin 1942 habilitant un contrôleur des eaux et forêts à exercer des actions et poursuites judiciaires devant les juridictions françaises et indigènes.

Au lieu de :

Le contrôleur principal etc. . . .

Lire :

Le contrôleur des eaux et forêts de 1^{re} classe Albert Camille etc. . . .

Internement administratif

Par arrêté n° 460 A. P. A. du :

23 août 1942. — Les nommés : Abalo Messan, âgé de 24 ans environ, né à Allada (Dahomey), fils de feu Abalo et de Nagonou, apprenti-chauffeur ;

Kudoyor Kitti, âgé de 25 ans environ, né à Lomé, fils de Kudoyor Kitti Georges et de Gbogneguan, apprenti-tailleur, sont internés administrativement pendant la durée des hostilités.

Libération conditionnelle — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 494 A. P. A. du :

2 septembre 1942. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus ci-après désignés, de la prison de Lomé :

1° — Koudjrako Gnavo, né vers 1895 à Anfouin, cercle d'Anécho, condamné à 10 années d'emprisonnement et 10 années d'interdiction de séjour par jugement n° 9 du 23 novembre 1935 du tribunal criminel d'Anécho ;

2° — Folivi Sédjro, né vers 1899 à Attitogon, cercle d'Anécho, condamné à 8 années d'emprisonnement et 10 années d'interdiction de séjour par jugement n° 9 du 3 février 1936 du tribunal du 1^{er} degré d'Anécho ;

3° — Lawson Tèvi Joseph, né vers 1914 à Douala (Cameroun), condamné à 5 années d'emprisonnement, 5 ans d'interdiction de séjour et 3.800 francs de dommages-intérêts solidairement avec ses co-inculpés par jugement n° 3 du 5 avril 1938 du tribunal criminel de Lomé ;

4° — Dossé Aboni, né vers 1913 à Porto-Ségou, cercle d'Anécho, condamné par jugement n° 3 du 5 avril 1938 du tribunal criminel de Lomé à 7 années d'emprisonnement, 5 années d'interdiction de séjour et 3.800 francs de dommages-intérêts solidairement avec ses co-inculpés ;

5° — Mensah Sewavi Simon, né vers 1920 à Porto-Ségou, cercle d'Anécho, condamné par jugement n° 3 du 5 avril 1938 du tribunal criminel de Lomé à 5 années d'emprisonnement, 5 années d'interdiction de séjour et 3.800 francs de dommages-intérêts solidairement avec ses co-inculpés.

Les nommés Koudjrako Gnavo, Folivi Sédjro, Lawson Tèvi Joseph, Dossé Aboni et Mensah Sewavi Simon sont astreints à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho, pour la durée du temps d'interdiction de séjour fixé à chacun par les jugements qui les ont condamnés.

Permis de conduire

Par arrêté n° 492 T. P. du :

1^{er} septembre 1942. — Est retiré définitivement le permis de conduire les automobiles n° 456 délivré le 10 octobre 1930 au nommé Maryl Kodjovi.

Société

Par arrêté n° 462 A. P. A. du :

25 août 1942. — Est autorisée dans le territoire du Togo la création d'une société musicale et théâtrale dénommée « Arc-en-ciel » dont le siège est à Bê (Subdivision de Lomé).

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Surveillance des prix

Séance du 20 août 1942

S. O. O. A.

	frs.
Cuir gras — Le kilo	87,50
Courroies 20×3 1/2mm — Le mètre	12,80
Courroies 30×3 1/2mm — Le mètre	19,20
Courroies 40×4 mm — Le mètre	29,30
Courroies 50×4 mm — Le mètre	36,65
Courroies 60×4 mm — Le mètre	43,90

S. G. G. G.

Acide sulfurique — Le kilo nu	16,25
Carboniléum — Le kilo	14,30
Crésyl — Le kilo	15,60
Essence de térébenthine — Le kilo	31,40
Acide chlorhydrique — Le kilo	41,25
Enveloppe vélo 700 Corse — La pièce	56,60

<i>Chambre Corse</i> — La pièce	22,45
<i>Enveloppe auto 172x120</i> — La pièce	3.744,55
<i>Chambre auto 172x120</i> — La pièce	297,35
<i>Dissolution</i> — La boîte de 250 grs.	22,80
<i>Charge 3 litres pour extincteur</i>	76,—
<i>Charge 10 litres pour extincteur</i>	118,25
<i>Charge 50 litres pour extincteur</i>	312,55
<i>Charge 100 litres pour extincteur</i>	506,90
<i>Charge 200 litres pour extincteur</i>	794,10
<i>Fusée feu cheminée</i> — La pièce	42,25
<i>Extincteur</i> — La pièce	735,—
<i>Anisette Marie Brizard 25°</i> — La 1/2 bouteille	47,05
<i>Moscatel</i> — La bouteille	39,20
<i>Cognac W. sop</i> — La bouteille	143,25
<i>Pippermint</i> — La bouteille	70,55
<i>Kalmine</i> — Boîte de 1 cachet	1,45
<i>Kalmine</i> — Boîte de 6 cachets	8,50
<i>Sirop valda</i> — Le flacon	27,50
<i>Papier machine</i> — Le cent	30,20
<i>Lunette</i> — La pièce	15,25

EYOHENNE

<i>Appareil carbural</i> — La pièce	4.649,25
<i>Cigarette nationale</i> — La caisse	2.709,10
<i>Cigarette nationale</i> — La cartouche	67,70
<i>Crin végétal</i> — Le kilo	4,30

F. A. O.

<i>Farine marocaine</i> — Le kilo	8,20
---	------

G. B. O.

<i>Poudre de riz "FLO"</i> — La boîte	6,50
---	------

Séance du 28 août 1942

G. B. O.

<i>Porte-mine petit modèle</i> — La pièce	8,85
<i>Porte-mine grand modèle</i> — La pièce	21,20
<i>Tube de rechange pour petit modèle</i> La pièce	5,20
<i>Tube de rechange pour grand modèle</i> La pièce	5,55
<i>Cigarette nationale</i> — Le paquet	2,75
<i>Cigarette nationale</i> — La cartouche	68,75
<i>Cigarette nationale</i> — La caisse	2.750,—
<i>Cigarette monogramme</i> — Le paquet	3,—
<i>Cigarette monogramme</i> — La cartouche	74,25
<i>Cigarette monogramme</i> — La caisse	2.745,—
<i>Vin de Trilles</i> — La bouteille	40,35
<i>Vin de Trilles</i> — La caisse	480,—
<i>Vin de Dubonnet</i> — La bouteille	36,80
<i>Vin de Dubonnet</i> — La caisse	440,—
<i>Bicyclette pour homme "HERMES"</i> — La pièce	1.875,—
<i>Encaustique "HENNEDE"</i> — La boîte	26,85
<i>Brillantine concentrée</i> — Le pot	11,—

GAMAGAF

<i>Ciment Portland "PLAMOGAU"</i> — Le sac de 50 kg.	93,25
<i>Vin rouge</i> — Le litre	12,90
<i>Sucre cosuma</i> — Le kilo	14,—

Terrains domaniaux

Par arrêté n° 485 Dom. du :

1^{er} septembre 1942. — La Société The United Africa Company Ltd. à Lomé est autorisée à occuper provisoirement à ses risques et périls la parcelle n° 2 de terrain situé à Bassari, place du marché, d'une superficie d'environ 18 ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges ci-annexé.

Par arrêté n° 486 Dom. du :

1^{er} septembre 1942. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Akouesson A. Joseph, propriétaire-planteur, domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 05 centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 13 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé, volume III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Trente-six mille huit cents francs.

Par arrêté n° 487 Dom. du :

1^{er} septembre 1942. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Santos Pédro, commis d'administration, domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 14 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé, volume III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Trente et un mille sept cents francs.

Par arrêté n° 488 Dom. du :

1^{er} septembre 1942. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Agnithy Rémy, commis d'administration en service à Tsévié, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 03 centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 15 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé, volume III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Trente-deux mille francs.

Par arrêté n° 489 Dom. du :

1^{er} septembre 1942. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Lawson Pierre, mécanicien en service au wharf de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 16 centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 16 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé, volume III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Trente-quatre mille cent francs.

Par arrêté n° 490 Dom. du :

1^{er} septembre 1942. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Alfred Nassar, employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 13 centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 17 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé, volume III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Quarante-deux mille francs.

Par arrêté n° 491 Dom. du :

1^{er} septembre 1942. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Brice Michel Nassar, employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 25 centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 18 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé, volume III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Quarante-six mille francs.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel des services civils

DECRET N° 1798 du 21 juin 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 7 mai 1938 relatif au recrutement des agents des services civils des colonies autres que l'Indochine et de ceux des territoires sous mandat;

Vu les arrêtés ministériels des 16 mai et 17 juin 1938 et 10 mars 1939 fixant les conditions des concours pour le recrutement des commis et adjoints des services civils des colonies autres que l'Indochine et de ceux des territoires sous mandat;

Vu le décret du 28 mai 1939 portant organisation du cadre général des services civils des colonies autres que l'Indochine;

Vu le décret du 11 avril 1941 suspendant les dispositions des décrets des 7 mai 1938 et 28 mai 1939 précités, modifié par le décret du 29 décembre 1941;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des décrets des 7 mai 1938 et 28 mai 1939 prévoyant l'obligation d'un concours pour l'accès aux emplois d'adjoints et de commis des services civils des colonies autres que l'Indochine sont suspendues jusqu'à la cessation des hostilités.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 21 juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

BREVIÉ.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

AVIS AU PUBLIC

Le Haut Commissaire de l'Afrique Française fait connaître qu'il habilite le Chef du Service des Douanes de chaque Colonie à délivrer directement les autorisations d'exportation se rapportant aux envois postaux dénués de caractère commercial, aux échantillons, aux petites quantités de produits du cru tels que peaux, pelleteries et aux ouvrages d'artisanat emportés par les voyageurs lors de leur départ en congé.

Cependant il ne sera pas délivré d'autorisation d'exportation pour les cuirs tannés, les chaussures de toutes sortes, même de fabrication indigène, les denrées alimentaires et le savon.

Les autorisations de sortie pour les tissus ne seront délivrées qu'aux personnes rentrant en congé, ou quittant la Colonie pour un autre motif, pour les quantités qu'elles ont pu acquérir contre remise de leurs points.

Aucun achat sur bon spécial ne sera autorisé pour des tissus destinés à l'exportation.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1206 déposée le 25 août 1942 le sieur Germain Justin Wilson, profession de traitant, demeurant à Grand-Popo (Dahomey) et domicilié à Anécho (Togo), agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier clos de murs, d'une contenance totale de 7 ares 79 centiares, situé à Anécho, quartier Djamadji, cercle d'Anécho, et borné au nord par un terrain domanial, à la hauteur du marché d'Anécho, à l'est par une rue perpendiculaire à la voie ferrée, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par un terrain à Thomas Wilson.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,

J. SERANT.

Etude de M^e Raymond VIALE, Avocat défenseur à Lomé (Togo)

Avis de perte

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier numéro cinq cent soixante-dix-huit (n° 578) inséré au livre foncier du cercle de Lomé, concernant un immeuble appartenant à M. Clément Nikoué.

Pour première publication (article 99 du décret du 24 juillet 1906).

Etude de M^e Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé (Togo)

Avis de perte

Avis est donné de la perte du titre foncier numéro soixante quatre (N° 64) de Lomé, concernant un immeuble urbain, immatriculé au nom de feu Timothy Agbétsiafa Anthony.

Pour deuxième publication (article 99 du décret du 24 juillet 1906).

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Siège Social : 9, Avenue de Messine — PARIS 8^e

Messieurs les Actionnaires de la *Banque de l'Afrique Occidentale* sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire pour le jeudi 19 novembre 1942, dans une des salles de la Maison Gaveau, 45 rue la Boétie à PARIS (8^e), pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1° — Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations de l'exercice 1941-1942;
- 2° — Approbation des comptes de l'exercice 1941-1942;
- 3° — Election ou réélection d'un Administrateur;
- 4° — Quitus à donner à un ancien Administrateur;

L'Assemblée Générale Ordinaire se tiendra à 15 heures:

Le Président du Conseil d'Administration,
G. KELLER